

# IZTOK

IZTOK REVUE LIBERTAIRE SUR LES PAYS DE L'EST



«l'homme de Tchernobyl» apparu le 25 avril 1986

DOSSIER CUBA *les anarchistes et la liberté, qui a peur de la littérature ? IV.* / DOSSIER TCHERNOBYL *l'affaire de tous, déclaration de Solidarność* / URSS *en mémoire de Vladimir Litvinov* / NOUVELLES DU FRONT Pologne : *la jeunesse déchainée, relations Est-Est*

## EDITORIAL

<i>Atterrissage en douceur</i>	1
Iztok	

## DOSSIER CUBA

<i>Cuba et la conjuration des dupes</i>	2
J.G., L.M	

<i>Cuba : Les anarchistes et la liberté</i>	5
Frank Fernandez	

Annexes :

<i>I. L'amendement Platt</i>	17
------------------------------	----

<i>II. Déclaration de principe de l'ASL de Cuba</i>	18
---	----

<i>III. La répression</i>	22
---------------------------	----

<i>Qui a peur de la littérature ?</i>	23
---------------------------------------	----

<i>IV. L'impossible a passé la porte du sortilège</i>	
---	--

Conrado Tostado

## DOSSIER TCHERNOBYL

L'affaire de tous	32
-------------------	----

*A l'attention de la Commission pansoviétique de développement*

Lioubov Kovalevska

<i>Déclaration de la commission provisoire de</i>	39
---	----

*coordination de Solidarnosc à propos de la catastrophe de Tchernobyl.*

<i>Communiqué du comité central des</i>	41
---	----

*organisation ukrainiennes en France*

## URSS

<i>En mémoire de Vladimir Litvinov</i>	43
--	----

Roy Medvedev

## NOUVELLES DU FRONT

<i>Pologne : la jeunesse déchainée</i>	46
--	----

Iztok

<i>Appel à l'établissement de relations Est-Est</i>	48
---	----

## Atterrissage en douceur

Voici donc ce numéro 13 avec son dossier Cuba, certes enrichi d'un dossier Tchernobyl et de nouvelles du front, mais dont la parution était attendue en juin ! Ce retard est dû à des problèmes techniques tout à fait inattendus, qui nous empêchaient du même coup de tenir la promesse de parution trimestrielle. En effet, la moitié des textes saisis par la composeuse, l'atelier auquel nous devons la luxueuse présentation des derniers numéros a dû cesser ses activités. Provisoirement, a-t-on d'abord cru, et nous avons décidé de reporter la publication du numéro en septembre, mais alors le « provisoire » se prolongeant il a fallu chercher autre chose. Un « autre chose » permettant de conserver une présentation aussi proche que possible de celle des derniers numéros sans augmenter d'un centime les frais de parution (difficile !).

Entre-temps des discussions internes ont provoqué l'éclatement du groupe (aussi informel soit-il) dont nous avons vanté dans le n° 11 le « renforcement en nombre et en compétence technique. »

Mais laissons-là ces contingences pour constater que malgré le « vertige du succès » dont le groupe fut victime l'atterrissage s'est fait en douceur, et le n° 13 est paru. Cette parution même n'est pas sans provoquer un nouveau sujet de tristesse : celle due à l'impossibilité de trouver place dans nos 48 pages pour toute la matière accumulée dans nos tiroirs au fil des mois.

Une chose en tout cas consolera nos lecteurs : la certitude qu'*Iztok, revue libertaire sur les pays de l'est* continuera à paraître, même s'il nous semble aujourd'hui plus sage de rester à l'ancienne périodicité bi-annuelle.

A moins que, la demande et la solidarité aidant...

---

- Abonnement simple (4 numéros) :	75 F.
- Supplément pour la Lettre d'Iztok : (circulaire aperiodique 5 numéros)	20 F.
- Abonnement de soutien : (4 numéros d'Iztok + 5 numéros)	150 F. ou plus

Chèques à l'ordre d'Iztok ou CCP Devinck 23 161 172 Paris

Pour toute correspondance : IZTOK - BP 161-09 - 75422 PARIS Cedex 09

---

P.S: *Iztok* bulgare se porte à merveille : il vient de publier en août son n°26 avec en particulier un dossier consacré à Stefan Stambolov, révolutionnaire bulgare controversé. Pour se le procurer ou aider à le diffuser écrire à : *Iztok* c/o Amitiés franco-bulgares, 26 rue Piat 75020 Paris.

## CUBA ET LA CONJURATION DES DUPES

*IZTOK* propose aujourd'hui un bref historique du mouvement libertaire cubain, rédigé par un anarcho-syndicaliste, Frank Fernandez, vivant actuellement en exil aux Etats-Unis depuis l'instauration de la dictature castriste. Outre qu'il s'agit du condensé d'un ouvrage plus vaste, encore inédit, ce qui contribue à ramener le texte aux dimensions d'un calendrier sans analyse historique réelle, les limites inhérentes au point de vue de l'auteur sont aisément décelables. Passons sur le style volontiers redondant où l'héroïsme et l'esprit de sacrifice des camarades anarchistes sont constamment soulignés. Non que la dictature, qu'elle soit bourgeoise ou bureaucratique n'ait épargné aux révolutionnaires ni la prison, ni la torture, ni la mitraille. Mais, plutôt qu'à l'abnégation qu'on retrouve dans toutes les martyrologies chrétiennes ou staliniennes, n'est-ce pas à la primordiale, à la nécessaire, à l'incontournable *révolte*, que tiennent le courage et l'audace de ces hommes du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècles dont Fernandez nous rappelle les noms et retrace les actions ? Car à Cuba hier comme aujourd'hui en Pologne, la révolution n'a que faire de martyrs et ne demande que des rebelles.

Plus criticable sans doute est l'emploi systématique des termes "marxistes" et "communistes" pour désigner Castro et les castristes ou les staliniens du Parti Socialiste Populaire Cubain. Fernandez tombe ici dans le piège qui consiste à adopter le faux-langage de l'ennemi, oubliant que ceux qui se nomment tels sont d'abord les principaux adversaires de la pensée de Marx — qui avait dénoncé par avance dès 1848 sous le terme de "socialisme de caserne" le système instauré par le bolchévisme en Russie et ailleurs — et qu'ensuite le régime qu'ils contrôlent n'a rien à voir avec le communisme puisque, comme l'ont précisé Pannekoek, Rizzi ou Voline, se cache sous ce vocable mensonger le plus violent des capitalismes d'Etat. Notons également que les trotskystes, pour qui nous n'éprouvons par ailleurs nulle sympathie, ont compté, bien que se réclamant aussi du marxisme, parmi les premières victimes de la répression castriste.

Il y a enfin le point de vue anarcho-syndicaliste du texte. De cette position, une partie du collectif *IZTOK* juge que, certainement la plus élevée à Cuba voici vingt-cinq ans bien que condamnée par l'évolution bureaucratique de la CNT-FAI dans l'Espagne révolutionnaire et avant, elle ne saurait être aujourd'hui, sans autre forme de procès, maintenue, tant lorsqu'il s'agit de reconsidérer le passé que lorsqu'il s'agit de s'attaquer au temps présent.

Toutes ces réserves mises à part, le mérite central de cet aperçu historique tient d'abord à ce qu'il offre, à notre connaissance, le premier essai d'histoire du mouvement libertaire cubain, et surtout à ce qu'il nous montre une nouvelle fois comment opèrent dans une crise sociale ouverte les tenants d'une organisation bureaucratique de la vie. Ce qui s'est passé en

1959 à Cuba immédiatement après la chute du dictateur Batista rappelle à bien des égards le précédent d'octobre 1917. Un régime corrompu, isolé et rendu odieux par ses exactions a fini de s'effrondre sous les coups d'une insurrection populaire généralisée. Toutes les conditions sont réunies pour que la société se reconstitue sur de nouvelles bases. Cependant un coup d'Etat comme en Russie ou la simple occupation du pouvoir demeuré vacant suite à la débâcle des autorités comme à Cuba permet à une fraction séparée de la classe dont elle prétend être l'émanation de s'emparer du pouvoir. Que le Mouvement du 26 juillet n'eût pas la cohérence idéologique et organisationnelle du Parti Bolchevik (on y trouvait notamment des éléments libertaires) ne changera rien à l'affaire : la non-dissolution, après la victoire, d'un tel groupe de combattants constitués militairement signifiait à court terme la saisie exclusive du pouvoir et la reconstruction à son profit de l'appareil d'Etat par ceux qui, dans la guérilla, s'étaient adjugé la prééminence, les castristes et leur chef. Ceux-ci, bien que ne se réclamant pas au départ de l'idéologie léniniste, devaient trouver en elle la vérité de leur action et en imposer le langage à toute la population.

Les premières victimes de l'illusion furent bien-sûr les intellectuels. Au lieu de combattre l'imposture naissante, ils s'en firent trop souvent les chantres, pour, quelques années plus tard, être contraints au suicide, à l'exil, ou connaître la censure ou la prison. A l'extérieur, c'est pire. Un tel brouillard de fausse conscience entoure les contre-révolutions bureaucratiques que l'atmosphère intellectuelle en est infectée pour longtemps : on l'a constaté pour la révo. cul. chinoise comme pour le mythe cubain. Cependant pour qui n'avait pas abdiqué tout jugement critique, l'information, certes rare, existait. Les anarcho-sindicalistes cubains ne nourrissaient aucune illusion sur le régime, comme en témoigne la *Déclaration de principe* dont nous donnons des extraits en annexe, datant de juillet 1960 et publiée l'année suivante en français dans *La Révolution Proletarienne*. De son côté, la Ligue Libertaire de New-York, qui avait apporté un soutien actif aux premiers maquis du *Mouvement du 26 juillet* et dont les locaux avaient abrité un temps l'Etat-Major, écrivait juste après l'expédition de la Baie des Cochons : « La véritable révolution cubaine est encore à venir. Ce sera la révolution sociale à la fois contre le totalitarisme de Fidel Castro et contre l'impérialisme américain [...] Seul le peuple cubain est capable de résoudre les problèmes politiques et sociaux de son pays; et cela il ne peut le faire que contre les intérêts impérialistes nord-américains et russes simultanément. Dans la mesure où elles savent que les Etats-Unis aident les forces de l'opposition, les masses cubaines hésiteront à soutenir ces dernières. Nous savons, et les travailleurs cubains le savent, que le Département d'Etat des Etats-Unis est incapable de s'opposer à la tyrannie stalinienne sur le seul terrain où celle-ci peut être effectivement combattue. »

Un peu partout dans le monde et notamment en France, le mouvement libertaire, coupé de toute base ouvrière de masse et de plus en plus dissocié de la pratique des luttes s'est laissé souvent impressionner par le langage grossièrement maximaliste de Castro et de son lieutenant Guevara dont l'ultra-léninisme était pourtant bien connu. On se souvient du ridicule Cohn-Bendit jetant sur les anarchistes cubains en exil l'anathème mensonger rituel

d'« agents de la CIA », au moment même où Castro dévoilait sa vérité de fidèle exécutant de Moscou en applaudissant à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Pour plus de précisions sur la polémique qui agita dans les années soixante les milieux libertaires on peut toujours se reporter à l'article d'A. Gomez *Cuba et la mauvaise conscience des anarchistes* paru dans le n° 3 d'Iztok p.19 à 21.

Ce qu'il faut bien appeler une véritable conjuration de dupes recruta dans les milieux artistiques, il fallait s'y attendre, ses affidés les plus zélés. Parmi eux, les moins excusables de tous furent les surréalistes qui, Breton disparu, perdirent jusqu'au souvenir de leur histoire en oubliant ce qui leur en avait coûté de côtoyer les staliniens dans les années trente<sup>1</sup>. Au point qu'on put lire dans le numéro de mars 1968 de l'*Archibras* ces lignes ahurissantes signées Jean Schuster : « Cuba, romantique et furieuse, est l'île de la résistance révolutionnaire à la destruction méthodique de l'homme intérieur. [...] Cuba est l'homme intérieur de l'humanité, sa réserve de rêve partout ailleurs vidée ou murée. Si la fonction onirique est indispensable à la vie humaine, comme le montre la physiologie moderne, la sociologie ne pourrait-elle s'aviser de procéder par induction afin de trouver dans la réalité du rêve cubain — du rêve communiste cubain — la réalisation du désir le plus profond de l'humanité d'aujourd'hui ? » Aragon n'aurait pas mieux dit.

La série d'articles de notre ami Conrado Tostado, dont nous publions maintenant le dernier volet consacré à l'écrivain Lezama Lima, nous a montré ce qu'il en était de l'homme intérieur dans l'île du cauchemar castriste. Nous avons emprunté les illustrations de ce numéro à la revue *Signos*, dirigée par Samuel Feijoo, et qui, consacrée à l'art populaire, jouissait d'une relative autonomie « culturelle » jusqu'à ces dernières années où l'on assiste à la récupération des artistes bruts ou naïfs de l'île à des fins de propagande anti-américaine et de soutien au régime. Pour illustrer cette manière, nous avons choisi, en contrepoint de dessins réellement inspirés, un « poème collectif » centré sur le « thème » de la « révolution » (sic) où le talent de Feijoo s'épuise définitivement.

J.G., L.M.



- Oui, jusqu'à ce que tu trouves celui qui t'est destiné, Pharisien
- La politique du bâton (impérial) est merveilleuse
- Celui-là il est encore plus féroce que moi

(1) Notons que le surréaliste d'origine tchèque Toyen refusa avec la plus grande lucidité de signer le tract "Pour Cuba" du 14 novembre 1967.

## CUBA, LES ANARCHISTES ET LA LIBERTE

*Le texte, que nous publions ci-dessous en traduction et sous une forme un peu remaniée, est une synthèse historique qui couvre le premier siècle d'anarchisme à Cuba. Il nous a été transmis par la revue Guanguara Libertaria. Les camarades cubains estiment qu'il est nécessaire de faire la lumière sur leur passé historique. C'est, du reste, la première fois que ce thème est traité par les libertaires cubains et ils en évoquent les figures les plus importantes. De forme condensée, c'est l'extrait d'un livre en préparation. Rappelons que tous ceux qui s'intéressent à Cuba et au mouvement libertaire cubain d'un point de vue historique, politique, culturel ou social trouveront dans la revue Guanguara Libertaria renseignements, informations et articles de fond. (G.L., PO Box 1514, Riverside st., Miami, Florida 33135, USA).*

Les lignes qui suivent décrivent brièvement l'influence que les idées libertaires ont exercé sur le peuple cubain. Il nous apparaissait de notre devoir de restituer le plus fidèlement possible la mémoire des anarchistes à Cuba, soit plus d'un siècle de lutte aux côtés des classes les plus pauvres et en défense de la liberté et de la justice sociale. Ce qu'ont accompli les acrates eut une portée décisive sur le terrain social et syndical. Nous allons résumer les actions d'un groupe d'hommes et de femmes qui, depourvus de toute ressource, de façon autonome, persécutés hier et aujourd'hui oubliés, appartiennent à l'histoire des classes ouvrière et paysanne, c'est-à-dire à celle du peuple de Cuba.

### *Période coloniale et séparatisme*

Au milieu du siècle précédent, Pierre-Joseph Proudhon, dont les théories économiques eurent un grand impact dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, influença de façon décisive les origines de l'anarchisme cubain. Proudhon, sans doute l'un des premiers penseurs de l'anarchie, trouva dans l'île des disciples et des continuateurs parmi les artisans et les ouvriers

progressistes. Si, en 1857, fut fondée à Cuba la première société mutualiste, ce n'est que lorsque Saturnino Martinez créa en 1865 l'hebdomadaire *La Aurora* (L'Aurore) que les idées de Proudhon s'enracinèrent véritablement. Ces années-là, se créèrent les premières associations libres d'ouvriers du tabac, de compositeurs d'imprimerie, de journalistes et d'artisans — ce qui peut être considéré comme l'origine du prolétariat organisé cubain. Cuba doit encore à Proudhon la création de « centres régionaux », d'écoles, de sanatoriums et d'associations d'entraide.

La guerre de Dix ans (1868-1878)<sup>1</sup> fut la première tentative violente pour se séparer de l'Espagne. Quelques anarchistes de l'industrie du tabac y avaient pris part — et même à sa direction — comme Vicente Garcia et Salvador Cisneros Betencourt, tous deux fédéralistes et acquis à Proudhon. La tentative échoua. Plus tard, les ouvriers cubains furent renforcés par des camarades espagnols courageux et solidaires, poursuivis en Europe pour leurs idées révolutionnaires<sup>2</sup>.

Dans le même temps, la pensée anarchiste s'était implantée parmi les ouvriers et les paysans en France, en Italie, en Espagne et en Russie. L'élément moteur et organisateur de cet essor fut une autre figure importante de l'époque, Michel Bakounine, révolutionnaire et théoricien anarchiste. Malgré la mort de Bakounine en 1876, ses idées diffusèrent en Europe avec une force inhabituelle. L'Alliance des révolutionnaires socialistes (1864) et l'Alliance Internationale de la démocratie socialiste (1868), fondées par Bakounine, et leur programme trouvèrent un écho favorable auprès des éléments les plus révolutionnaires à Cuba, les idées de Bakounine se substituant ainsi progressivement à celles de Proudhon chez les ouvriers. Le prolétariat cubain commençait déjà à se forger une conscience de classe. C'est à la fin de 1885 que surgit la figure la plus prestigieuse de l'anarchisme cubain en la personne d'Enrique Roig de San Martín (1843-1889), fondateur de l'hebdomadaire *El Productor* (Le Producteur) et nouveau théoricien et organisateur libertaire. Les grèves qui se produisirent à la fin des années quatre-vingt furent toutes d'inspiration anarchiste et orientées par *El Productor* à l'aide d'une organisation, l'Alliance Ouvrière, d'inspiration bakouniniste. L'Alliance Ouvrière s'implanta également dans deux centres de travail de l'industrie du tabac aux Etats-Unis, Tampa et Cayo Hueso, où s'organisa, en 1887, la première Fédération locale des Ouvriers du tabac et qui rassemblait presque tous les ouvriers de cette industrie. Les responsables en étaient Enrique Messonier et Enrique Creci, ainsi que quelques activistes acrates comme Leal, Segura et Palomino. En 1889, une grève générale déclenchée à Cayo Hueso, se termina par la victoire des ouvriers dans les premiers jours de 1890. A la Havane, l'Alliance et les ouvriers cubains s'étaient solidarisés avec cette grève et la mort de Roig san Martín n'empêcha pas *El Productor* de soutenir les travailleurs en grève.

Le mouvement séparatiste cubain, continuant à préparer la lutte pour l'indépendance, opérait depuis les côtes de Floride, à partir des villes des Etats-Unis mentionnées ci-dessus, pépinière de patriotes, d'anarchistes et d'ennemis de l'Espagne en général. Durant ces années, José Martí, l'apôtre de la lutte contre la métropole espagnole, chercha des partisans parmi les groupes les mieux organisés de l'émigration cubaine, tandis que, pour leur

part, les ouvriers concentrés dans l'industrie du tabac regardaient le problème cubain d'un point de vue social et internationaliste. S'adressant aux travailleurs, Martí fit des concessions sociales, de façon à les attirer dans le camp séparatiste, et leur promit une république de liberté et de justice. Les anarchistes influencés par Martí entreprirent de se regrouper dans les clubs révolutionnaires, et quelques-uns des acrates de premier plan — Creci, Messonier, Rivero y Rivero, Sorondo, Rivera Monteressi, Palomino, Balino, Segura — se joignirent à la cause de l'indépendance, sans renoncer, pour autant, à leurs idéaux de liberté et de justice sociale.

L'appui que les anarchistes prêtèrent à Martí fut immense, tant moralement que politiquement et financièrement. Martí décida alors de fonder un parti révolutionnaire qui comprit en majorité des ouvriers du tabac de l'exil, ceux-ci se situant sur le plan syndical dans ce qu'il était convenu d'appeler le « socialisme-révolutionnaire » chez les anarchistes d'alors depuis les tragiques événements de Chicago en 1886.

A la Havane, l'Alliance Ouvrière célébra le 1er Mai 1890 par une manifestation à la mémoire des anarchistes exécutés à Chicago. En 1891, un congrès fut convoqué pour l'année suivante et les anarchistes tinrent le 1<sup>er</sup> Congrès de la région cubaine en janvier 1892. A cette occasion, l'on décida, entre autres, de recommander à la classe ouvrière cubaine d'embrasser les idées du socialisme-révolutionnaire et le séparatisme proclamé par Martí, car, selon une phrase devenue historique: « Il serait absurde que l'homme qui aspire à la liberté individuelle s'oppose à la liberté collective d'un peuple ». Mais les autorités espagnoles interrompirent le congrès, interdirent les moyens d'expression anarchistes et déportèrent ou emprisonnèrent les responsables les plus connus.

En février 1895, la guerre de libération nationale prônée par Martí éclata à Cuba. Les anarchistes les plus engagés se lancèrent dans la lutte comme, par exemple, Enrique Creci, qui mourut au combat en 1896. Quant aux promesses de changements sociaux, elles disparurent avec l'apôtre de l'indépendance cubaine, qui tomba en combattant les troupes espagnoles en 1865. La guerre se termina avec l'intervention nord-américaine en 1898, par la déroute de l'Espagne<sup>3</sup>. Durant toute cette période, les anarchistes de l'émigration comme de l'intérieur ne cessèrent de recueillir des fonds ou de se joindre à la lutte et orchestrèrent une importante campagne politique dans les milieux acrates d'Amérique et d'Europe. L'internationalisme se manifesta concrètement: deux jeunes anarchistes, Oreste Ferrara et Federico Falco, s'engagèrent depuis l'Italie; l'exécution de Canovas del Castillo par l'anarchiste italien Angiolillo en 1897, avec la participation directe d'Emeterio Betances, portoricain qui représentait l'émigration cubaine à Paris, fut l'un des facteurs les plus décisifs de la défaite de l'Espagne.

Durant l'intervention nord-américaine en 1898, la première grève qui éclata à Cuba fut lancée par les anarchistes dans la corporation des maçons. La grève fut réprimée violemment, bien que, en fin de compte, les grévistes eussent obtenu des augmentations salariales. Cette grève reçut le soutien total de l'hebdomadaire *Tierra!* (Terre!) dirigé par Abelardo Saavedra et Adrian del Valle.

## *La première République*

Sous les premiers gouvernements cubains, plusieurs grèves importantes éclatèrent chez les ouvriers du tabac, les ouvriers boulangers, les maçons et les menuisiers. Presque toutes furent réprimées féroce­ment comme aux plus sombres temps coloniaux. La république des libéraux comme celle des conservateurs ne comprenait ni même ne reconnaissait le problème social et on avait oublié la promesse de Martí: « Avec tous et pour le bien de tous. »

La révolution mexicaine de 1910 retentit vivement sur les ouvriers et les paysans cubains, les discours de Flores Magon<sup>4</sup> et les fusils de Zapata aguilonnant la conscience des ouvriers oubliés de la canne à sucre, première industrie du pays. En 1915, parut le manifeste de Cruces. C'était, par sa forme littéraire, un poème de lutte. « Soutenons notre cri à la force de nos bras » et « Se taire c'est transiger » sont l'expression de la révolte de travailleurs réduits à la famine, conscients d'être la force productive la plus importante de l'île. Cette même année, fut fondée la première Fédération Paysanne de la province de Las Villas, avec, pour principaux organisateurs, Fernando Iglésias, Laureano Otero, Manuel Lopez, José Lage, Benjamin Janeiros, Luis Meneses, Santos Garos, Miguel Ripoll, Francisco Baragoitia, Andres Fuentes, Tomas Rayon et Francisco Ramos. Devant les abus commis par les sociétés sucrières nord-américaines et espagnoles, qui contrôlaient la majeure partie de la production nationale, les anarchistes tentèrent de lancer quelques grèves; mais ils échouèrent du fait de la répression que le gouvernement déclencha depuis la Havane sous le commandement de Garcia Menocal, utilisant l'armée prétorienne et la Garde Rurale pour assassiner et poursuivre les grévistes. Cette période, la plus active de l'histoire des libertaires cubains, se termina douze ans plus tard par la liquidation physique des personnalités qui avaient le plus d'abnégation.

A cette époque plusieurs journaux d'orientation libertaire étaient publiés régulièrement, malgré la déportation de certains de leurs responsables théoriques: *La Batalla* (La Bataille), *Nuevos Rumbos* (Nouveaux Chemins), *Via libre* (Voie Libre) et naturellement *Tierra!* Les grands noms de la littérature libertaire et anarcho-syndicaliste collaboraient intensément, tels, parmi bien d'autres, Marcelo Salinas, Antonio Penichet, Manuel Ferro, Jesus Iglesias et Adrian del Valle. Les uns soutenaient les idées de Kropotkine, de Reclus, de Malatesta; d'autres défendaient la tradition bakouniniste; la majorité, enfin, était proche de l'anarcho-syndicalisme naissant, qui, incarné dans la Confédération Nationale du Travail (CNT), venait d'Espagne. Alfredo Lopez, qui s'inscrivait dans cette dernière tendance dès 1922 et appartenait au syndicat des typographes, organisa la Fédération Ouvrière de la Havane (FOH), où se regroupèrent les corporations et les associations ouvrières les plus combattives de la capitale. Avec Alfredo Lopez débuta l'étape la plus dynamique d'un vaste mouvement social: on créa des athénées libertaires, des centres ouvriers, des clubs naturistes, on organisa des syndicats. Ce furent les anarchistes qui, en ces années troublées, les premiers et les seuls, sans moyens financiers ni aide de quiconque, unirent et orientèrent la majorité des travailleurs de la campagne et de la ville sur l'ensemble de l'île.

En 1925, s'appuyant sur trois congrès ouvriers qui se déroulèrent successivement à la Havane, à Cienfuegos et à Camagüey, les anarchistes créèrent dans cette dernière ville la Confédération Nationale Ouvrière de Cuba (CNOG), qui réunit tous les syndicats, les confréries, les unions, les corporations et associations de Cuba, soit 128 collectivités et plus de 200.000 ouvriers représentés par 160 délégués. Ses personnalités les plus connues, outre Alfredo Lopez, s'appelaient Pascual Nunez, Bienvenido Rego, Nicanor Tomas, José M. Govin, Domingo Rosado Rojas, Florentino Pascual, Luis Trujeda, Paulino Diez, Venancio Rodriguez, Rafael Serra, Antonio Penichet, Margarito Iglesias et Enrique Varona. La décision la plus marquante introduite dans les statuts de la CNOG fut le « rejet total et collectif de l'action électorale » — sans parler d'autres résolutions à caractère syndical et social comme la revendication classique des huit heures de travail journalier, le droit de grève et le refus unanime de bureaucratiser l'organisme nouvellement créé.

Le nouveau président de Cuba, Gerardo Machado, dictateur et manipulateur électoral, considérait l'attitude politique des ouvriers « peu patriotique » et déclencha des poursuites incessantes contre la CNOG et ses responsables. Machado ordonna les lâches assassinats d'Enrique Varona, organisateur des cheminots, de Margarito Iglesias du Syndicat manufacturier et d'Alfredo Lopez, secrétaire général de la CNOG. Il fit emprisonner et déporter nombre d'activistes et de militants de l'anarcho-syndicalisme cubain et déclara hors-la-loi tous les syndicats ou corporations qui le combattaient réellement. Durant plus de huit ans, Machado s'occupa de détruire l'oeuvre accomplie par les libertaires, donnant l'occasion au Parti communiste récemment créé de se placer en position de force à l'intérieur de la CNOG. Plus tard, le PC utilisera cet organisme pour pactiser avec Machado, à la fin de son régime... Ce harcèlement ne put empêcher les anarchistes, regroupés dans une organisation créée en 1924 et nommée Fédération des Groupes Anarchistes de Cuba (FGAC), de lancer des grèves, de faire de la propagande et de contribuer aux désordres et aux violences de la période la plus sanglante de notre histoire : celle qui va de 1930 à 1933. La tyrannie de Machado, qui dura jusqu'au mois d'août de cette année-là, fut abattue par une grève générale, lancée et maintenue par des libertaires dans le Syndicat des tramways<sup>5</sup>.

Malgré la victoire, les libertaires sortirent mal en point de la dictature de Machado. Les animateurs et les activistes les plus déterminés avaient été victimes de la répression gouvernementale ou déportés. Les communistes, eux, manœuvrèrent après la chute de Machado pour récupérer l'influence perdue et entreprirent d'attaquer violemment les anarchistes, dans le but de manipuler plus facilement la classe ouvrière. Ayant totalement échoué, ils essayèrent la tactique qui sera connu plus tard sous le nom de Front Populaire, cherchant l'appui officiel de Batista, alors colonel, nouvel figure sortie des casernes lors du coup d'Etat du 4 septembre 1936.

Afin de se regrouper et de se réorganiser, les anarchistes cherchèrent des alliés dans l'opposition révolutionnaire à Batista. Certains des militants les plus aguerris s'affilièrent à l'organisation socialiste « Jeune Cuba », dirigée par un ennemi acharné des communistes, Antonio Guiteras. Cette

fois-ci, c'est avec l'aide du PC que la répression organisée par le colonel Batista fit échouer la grève de mars 1935. Un nouveau coup contre les anarchistes dans cette période de réaction sociale.

Lorsque la révolution et la guerre civile espagnoles éclatèrent en juillet 1936, les anarchistes de Cuba rejoignirent la défense de la République espagnole et, à leur initiative, fut fondée à La Havane la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA), qui œuvra avec acharnement pour recueillir et envoyer des fonds et des armes aux camarades espagnols de la CNT-FAI. Les libertaires cubains furent nombreux à participer directement à ce conflit en s'engageant dans les colonnes anarchistes; certains moururent en Espagne en défendant leurs idéaux. Après la victoire franquiste, plusieurs d'entre eux furent rapatriés à Cuba, de même qu'un nombre important d'Espagnols, qui sortirent de France et d'Espagne avec des passeports cubains. De nouveau, on recueillit des fonds pour aider les combattants démunis, et ceux qui arrivèrent à Cuba bénéficièrent d'une solidarité totale.

En 1939, suivant les ordres reçus de Moscou, le Parti communiste pactisa officiellement avec Batista<sup>7</sup>, dirigeant sans base populaire, et celui-ci, en paiement de leurs services et de leur appui politique, leur remit la direction d'une nouvelle centrale syndicale, créée dans ce but, la Confédération des Travailleurs de Cuba (CTC), organisme professionnel le plus important de l'île, puisqu'il regroupait toutes les tendances politiques et syndicales du moment — y compris une minorité anarchiste. Dès lors, le mouvement ouvrier cubain, organisé et légalisé sur ordre de Batista, passa sous le contrôle des communistes. Les anarchistes, eux, créèrent une organisation, l'Association Libertaire de Cuba (ALC), pour rassembler les anarchistes et les anarcho-syndicalistes ayant survécu aux années trente.



## *La seconde République*

La constitution de 1940 marqua le début d'une nouvelle situation politique. Pour la première fois dans notre histoire, on y traitait du problème social et on tentait de réparer les erreurs et les oublis de la 1<sup>re</sup> République. D'orientation moderne et progressiste, la *Carta Magna* (Grande Charte) cubaine était l'œuvre de deux générations de Cubains où se retrouvaient des individus de toutes les classes sociales et de toutes les sphères de la vie nationale. Tous les problèmes passés et à venir, tant politiques que sociaux, tant agraires ou urbains qu'ouvriers, d'une période convulsive, s'y reflétaient avec une précision incroyable. La Constitution était, sans aucun doute, un document bien réussi : restait à la mettre en pratique.

Au début des années quarante, les libertaires se consacrèrent à partir de l'ALC à un travail d'organisation. Ce qui demeurait du mouvement qui avait été le plus actif dans le prolétariat cubain jusqu'au milieu des années vingt, bénéficiait encore d'un appui populaire solide et d'une réputation de combativité, fondées sur une trajectoire révolutionnaire et sociale claire et sur un désintéressement légendaire. D'une part, on commença par préparer des cadres pour la Jeunesse Libertaire récemment fondée, dans l'espoir de récupérer le terrain perdu devant les communistes, en créant à l'aide de cet organisme des groupes d'action libertaire. D'autre part, devant la situation créée par la Constitution de 1940, qui avait légalisé la journée de huit heures de travail et qui, tout en reconnaissant le droit de grève, en avait réglementé l'exercice, les anarcho-sindicalistes furent obligés de créer, à l'intérieur de la CTC, des groupes de pression, véritables véhicules de la pensée anarchiste.

Batista, élu président, perpétua son alliance avec les communistes qui, en retour, ayant reçu des charges ministérielles, de l'argent et des moyens de propagande, l'encensèrent du titre pompeux de « *Messenger de la Prospérité* » et mirent à son service non seulement le Parti communiste, mais aussi la CTC, contrôlée d'en haut, trahissant une fois de plus le syndicalisme révolutionnaire et libertaire.

En 1944, Ramon Grau San Martin remporta les élections<sup>8</sup>. Le peuple attendit des changements substantiels du nouveau gouvernement social-démocrate. En fait, Grau maintint les communistes à leurs postes. Il n'y eut de changements importants dans le mouvement ouvrier qu'en 1947, lorsque Grau, contraint par la guerre froide, décida d'expulser les marxistes de leurs postes hiérarchiques au sein de la CTC, le 1<sup>er</sup> Mai de cette année-là. (Grau, malgré la pression nord-américaine, respecta le Parti communiste.) Les anarchistes, profitant de l'occasion, obtinrent, après la tenue d'élections syndicales libres dans presque tous les syndicats, la désignation de plusieurs camarades dans la plus grande organisation syndicale. Le prestige et l'engagement des anarcho-sindicalistes les amena à diriger de manière effective quelques syndicats : transport, alimentation, etc. et à maintenir une pression réelle dans la quasi-totalité des autres syndicats de la

CTC. A la même époque, des Associations paysannes furent créées par des anarchistes pour tenter d'organiser les paysans sans terre. Ces efforts remportèrent le plus de succès sur la côte nord de la province de Camagüey, vieux bastion libertaire, et chez les cultivateurs de café de la province d'Oriente, où, depuis longtemps déjà, les anarchistes avaient fondé et soutenu des collectivités agricoles libres.

Carlo Prio Socarras conquist la présidence en 1948 et suivit la même politique tolérante dans le domaine social que Grau. En 1949, les anarchistes à l'intérieur de la CTC agirent avec quelques éléments proches pour tenter de créer une nouvelle centrale syndicale, la Confédération Générale des Travailleurs (CGT). L'idée était de créer une organisation ouvrière indépendante de la CTC — inféodée au gouvernement —, dans la tradition anarcho-syndicaliste; mais cette démarche échoua devant les pressions exercées par le ministre du Travail, qui redoutait l'influence croissante des libertaires dans le monde du travail et s'y opposait catégoriquement. Prio décidant en 1950 de déclarer illégal le Parti Socialiste Populaire (communiste), ceux-ci cherchèrent à nouveau une alliance avec Batista.

En mars 1952, Batista fit un coup d'Etat. Les communistes ne répugnèrent pas d'utiliser cette occasion pour pénétrer la bureaucratie officielle, mais ils ne purent retrouver leur influence dans la CTC. On était alors en pleine guerre froide et, cette fois, Batista devait rester modéré dans son alliance avec les marxistes. Profitant de l'absence de réaction au coup d'Etat, Fidel Castro — obscur politicien d'origine bourgeoise — et un groupe de jeunes révolutionnaires menèrent une attaque contre la caserne Moncada à Santiago de Cuba, qui échoua d'une manière sanglante<sup>10</sup>. Leur programme « révolutionnaire » n'était qu'un programme social-démocrate, réformiste et petit-bourgeois. Castro fut emprisonné avec certains de ses compagnons quelques mois seulement, puis partit pour le Mexique. L'opposition devint violente et Batista répondit à l'agitation de manière brutale, comme on pouvait s'y attendre.

A la fin de 1956, une polarisation définitive se produisit entre Batista et l'opposition, aussi l'ALC décida-t-elle de prendre parti pour les forces démocratiques opposées à un gouvernement dictatorial<sup>11</sup>. C'est cette année-là que Castro débarqua dans la province d'Oriente; il entama l'année suivante une guerre de guérilla dans les montagnes locales. Le Mouvement du 26 juillet gagna des partisans et mena des actions violentes dans les villes les plus importantes de l'île, entraînant la répression que l'on sait de la part du gouvernement. Cependant, à la fin de 1958, Batista avait perdu la bataille politique et ne pouvait plus contenir militairement les rebelles. Castro se renforça sur le plan politique et l'opposition s'unit à lui. Son programme social et politique était toujours le même : la justice sociale, des réformes et le retour à la Constitution de 1940. Les communistes qui n'avaient pas participé à la dictature de Batista se groupèrent autour de lui. Batista s'enfuit de Cuba le 31 décembre 1958. Un autre cycle historique commençait pour le peuple cubain...



### *Castrisme et exil*

Les anarchistes ont participé à la lutte contre Batista, les uns dans les guérillas orientales ou de l'Escambray au centre le l'île, les autres dans la lutte urbaine. Leur but, comme celui de tout le peuple cubain, était d'abatre la tyrannie de Batista, quoique, d'après leur expérience historique, ils n'aient jamais fait confiance à Castro, qu'ils avaient défini dès 1956 comme un dictateur potentiel, s'appuyant sur une organisation verticale de type totalitaire. Mais Castro s'était transformé, à cause d'une évaluation incorrecte de l'opposition démocratique, en un mal nécessaire et provisoire. Cette illusion était le produit de la confusion, de la division et aussi de la lâcheté qui régnaient chez les opposants à Batista. Comme on le voit, les libertaires observaient Castro et sa révolution dans une perspective opposée à celle des dirigeants politiques du moment, qui espéraient pouvoir manipuler le vainqueur. En fait, au début de 1959, c'est le nouveau gouvernement révolutionnaire qui, sous prétexte de purger la CTC des éléments ayant collaboré avec Batista, releva arbitrairement de leurs postes tous les responsables anarcho-syndicalistes et presque tous les dirigeants sociaux-démocrates, bien que nombre d'entre eux aient souffert de persécutions et connu la prison sous le régime précédent.

Les libertaires, expulsés de la CTC maintenant dite « révolutionnaire », conservaient néanmoins tout leur prestige dans la classe ouvrière. Lors d'un congrès convoqué par le gouvernement révolutionnaire à la fin de 1959, les éléments du Mouvement du 26 juillet engagés dans le syndicalisme sous la houlette du secrétaire général de la CTC, David Salvador, et alliés au Parti

communiste et à ses cadres dans la centrale syndicale, livrèrent à nouveau le syndicat, en « bonne tradition démocratique », au gouvernement représenté, cette fois, par le *lider maximo*, Fidel Castro.

Castro, pour se maintenir au pouvoir à tout prix, fit rapidement alliance avec l'Union soviétique, dans le but de transformer Cuba en une grande colonie sucrière au service des Russes<sup>12</sup>. Les avantages et les droits que les ouvriers cubains avaient obtenus au prix de leur sang sur plus d'un siècle furent jetés aux « poubelles de l'histoire », l'Etat totalitaire devenant alors le patron unique. L'ancien système politique, social et économique s'écroula et Cuba se convertit en 1961 en un Etat léniniste.

Au début de 1960, les libertaires avaient rejeté Castro et repris la lutte [Annexe II]. Finalement, leurs publications, *El Libertario* (Le Libertaire) et *Solidaridad Gastronomica* (Solidarité dans l'alimentation), furent condamnées à disparaître et il ne resta plus aux libertaires qu'à passer dans la clandestinité puis à s'exiler.

Ce processus se fit en deux temps. En premier lieu, ce fut l'expérience de la lutte réduite à la clandestinité : publication du journal clandestin *Nuestra Palabra Semanal* (Notre Parole Hebdomadaire), organe du Mouvement d'Action Syndicale, s'adressant à tous les travailleurs, lutte plus acharnée encore qu'au temps de Batista, plus durement réprimée aussi et dont malheureusement la direction était aux mains de Nord-Américains et de bourgeois n'ayant rien à faire d'idéaux libertaires. Les premiers n'étaient pas vraiment intéressés à liquider le système et hésitaient constamment; les seconds manquaient de préparation et de volonté révolutionnaire pour une entreprise de cette sorte, bien que les deux groupes fussent puissants et disposassent de moyens importants. Les travailleurs de Cuba, eux, n'acceptaient pas le communisme et une grande partie d'entre eux décida de lutter contre le régime. Les anarchistes échouèrent sur tous les fronts, malgré le travail entrepris dans la classe ouvrière et paysanne, avec plus de sacrifices personnels que de moyens.

En second lieu, il y eut l'exil, illégal ou favorisé par quelque ambassade plus ou moins complaisante. En 1961, fut fondée aux Etats-Unis le Mouvement Libertaire Cubain (MLC), en relation avec l'ALC à l'intérieur de Cuba, où se regroupèrent les naufragés de l'ouragan castriste. Ils étaient peu nombreux, mais leur activité devint rapidement très précieuse pour la cause de la liberté à Cuba. On se consacrait à la propagande; on collectait des fonds pour faire sortir de l'île des camarades menacés; on menait à bien des actions contre la dictature. Les années soixante furent employées à cette lutte. Des sacrifices personnels de toutes sortes furent consentis; on commença l'édition de *El Gastronomico* (L'ouvrier de l'alimentation) à Miami, et on tenta, mais sans succès, de convaincre le mouvement anarchiste international que Castro n'était pas un révolutionnaire, comme il voulait le voir, mais un liberticide. Les anarchistes cubains réalisèrent un travail patient de rédaction de manifestes, d'articles, d'essais, de brochures et de lettres. On en appelait aux vieilles amitiés, aux camarades fraternels de toujours avec lesquels on avait partagé les moments difficiles; on protestait en Espagne, en Italie, en France, au Mexique, en Argentine, au Venezuela, à Panama, au Chili, en Angleterre, aux Etats-Unis, enfin dans le monde

entier. En vain. Peu nombreux furent ceux qui répondirent et furent solidaires. Les anarchistes, au niveau mondial, ou bien ne comprirent pas le drame, ou bien ne voulurent pas le comprendre. Notre effort n'aboutit qu'à un dialogue de sourds.

Au milieu des années soixante-dix, on commença à noter un certain changement dans le paysage acrate international, non à cause des libertaires cubains, mais à cause d'un désenchantement vis-à-vis de la « révolution » castriste. Soudain, Castro apparut comme un dictateur. Mais on avait perdu un temps précieux pour notre histoire. Certains s'étaient exilés; des camarades de valeur étaient tombés; d'autres n'avaient pas voulu partir et le reste pourrit en prison [Annexe III]. L'absence de solidarité envers les anarchistes cubains fut notoire, resta la mauvaise conscience, comme on a dit plus tard.

Ce phénomène, uniquement comparable à l'attitude favorable aux bolcheviks de certains anarchistes en 1917 — précédent historique dont personne n'a d'ailleurs tenu compte — fit un mal irréparable. Cependant, cette incompréhension et ce manque de solidarité n'arrêtèrent pas la marche des libertaires cubains sur le chemin de la liberté.

L'anarchisme à Cuba, dans toute sa longue histoire, malgré plus d'un demi-siècle de persécutions, d'assassinats, de déportations et d'emprisonnements, n'a jamais connu, avant le castrisme, une défaite d'une telle ampleur et une répression d'une telle sauvagerie. Le communisme, apparemment, a gagné la partie. Mais les anarchistes cubains ne s'y résignent pas et c'est pourquoi ils ont maintenu ces vingt-six dernières années bien haut leur drapeau et inébranlables leurs idéaux, ne renonçant jamais à voir le peuple libéré de l'oppression.

Les anarchistes cubains ont une longue tradition de lutte en faveur de la liberté : depuis les premières luttes syndicales et corporatives en 1865, leur participation à la guerre d'indépendance contre l'Espagne, leur opposition à la politique « sociale » des deux Républiques, leur combat contre les dictatures de Machado, de Batista et de Castro, jusqu'à la lutte finale qu'ils sont bien décidés à mener, aiguillonnés puissamment en cela par leur foi inébranlable en la liberté qui les regroupe en ce moment sinistre de leur histoire.

Frank Fernandez  
Miami, octobre 1985

## NOTES

1. Ce soulèvement indépendantiste a surtout touché les provinces de Camagtey et Oriente; on n'y trouve guère d'influence de la pensée révolutionnaire. En 1878, la paix fut rétablie par l'octroi d'une certaine autonomie à Cuba et sa représentation aux Cortès.

2. Dans un article du *Mouvement social* n°128, juillet-septembre 1984, Carlos Serrano remarque que les anarchistes espagnols furent beaucoup plus sensibles au problème que les socialistes, et cite l'ouvrage de l'anarchiste Tarrida del Marmol, *Les Inquisiteurs d'Espagne (Monjuich, Cuba, Philippines)*, Paris, 1897.

3. En 1898, les Etats-Unis lancèrent leur deuxième guerre impérialiste (la première était contre le Mexique en 1848) contre l'Espagne pour s'emparer de ses trois dernières colonies — Porto-Rico, Cuba, les Philippines — et en faire leurs satellites. Les Espagnols capitulèrent à Cuba le 12 août 1898 et, le 1<sup>er</sup> janvier 1899, le pouvoir fut rendu à un gouverneur américain. En 1901, les Etats-Unis imposèrent à l'assemblée constituante l'amendement Platt [Annexe I] leur donnant le droit d'intervenir à Cuba, puis le traité de 1903, qui allait dans le même sens avec, notamment, la concession à perpétuité de la base de Guantanamo. Les Américains intervinrent directement à Cuba en 1907, 1912 et 1917.

4. Cf. *la Révolution mexicaine* de R.F. Magon, Spartacus, 1978.

5. Machado avait été élu président en 1925 avec l'appui des Américains. La grande crise économique de 1929 et les méthodes dictatoriales de Machado amenèrent sa chute en août 1933. Il fut remplacé par Cespedes, soutenu lui aussi par les Etats-Unis.

6. Le régime de Cespedes ne dura qu'un mois. Le 4 septembre 1933, la révolte d'une partie des cadres de l'armée, dont Batista, le renversa et Grau San Martin devint président.

7. Batista renversa Grau San Martin en 1934, brisa le mouvement populaire issu de 1933 et abolit l'amendement Platt, le tout avec l'accord des Etats-Unis bien entendu. En 1939, le PC se rallia à lui, car c'était l'époque de la tactique des « Fronts Populaires », et en 1940 appela à voter en sa faveur. En 1942, deux communistes entrèrent au gouvernement. Cette alliance coûta cher au PC : de 87.000 membres en 1942, il dégringola à 7000 en 1959.

8. Son candidat battu aux élections, Batista s'exila en Floride.

9. Le Parti communiste cubain explique ainsi sa position par la plume d'un de ses leaders: « Nous avons été d'accord avec Batista tant qu'il joua un rôle positif dans une situation déterminée; nous l'avons combattu ensuite, avec une grande vigueur, fermement, implacablement, dès le coup d'Etat réactionnaire et impérialiste antinational, antipopulaire et anti-ouvrier » (Blas Roca, *Los Fundamentos del socialismo en Cuba, La Habana*, 1960).

10. Le 26 juillet 1953, cent vingt hommes groupés autour de Fidel Castro attaquèrent la caserne Moncada: il y avait là des jeunes des tendances les plus diverses, dont le libertaire Boris Luis Santa-Coloma.

11. L'ALC en tant que telle resta toujours légale. Les anarchistes participèrent à la lutte contre Batista: Mouvement du 26 juillet (M.26.7), Organizacion Autentica (OA), Directorio Revolucionario (DR), Movimiento de Resistencia Civica (MRC), Directorio Obrero Revolucionario (DOR), Federacion Estudiantil Universitaria (FEU). Les deux dernières années, le travail au grand jour de l'ALC devint impossible et l'organisation passa dans la clandestinité sous le nom de Union Revolucionaria Obrera (URO).

12. En 1929, les Etats-Unis absorbaient 78,8% des exportations cubaines et fournissaient à Cuba 64,4% de ses importations. En 1976, l'ensemble des pays du bloc de l'Est absorbait 73% des exportations cubaines dont 60,8% pour la seule URSS (*Courrier des pays de l'Est*, janvier 1980). Deux ans plus tard, ces chiffres accusent une notable augmentation : ils passent en ce qui concerne les exportations à 84,8% dont 73% pour l'URSS, et en ce qui concerne les importations à 79,6% dont 65,2% pour l'URSS (*Problèmes de l'Amérique latine* n°64, 1982).

## ANNEXE I

### *L'amendement Platt ou le philanthropisme intéressé des Etats-Unis*

*Cet amendement de 1901 disposait en substance:*

1° Le gouvernement de Cuba ne conclura jamais avec aucun pouvoir étranger aucun traité ou pacte qui amoindrisse ou tende à amoindrir l'indépendance de Cuba.

2° Le dit gouvernement ne contractera aucune dette publique dont l'intérêt et l'amortissement ne puissent être payés par des recettes officielles une fois couverts les frais courants du gouvernement.

3° Le gouvernement de Cuba consent à ce que les Etats-Unis exercent le droit d'intervenir pour préserver l'indépendance et l'existence d'un gouvernement adéquat à la protection de la vie, de la propriété et de la liberté individuelle des citoyens.

7° Pour permettre aux USA de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger le peuple cubain, de même que pour assurer sa propre défense, le gouvernement de Cuba vendra ou louera aux USA les terrains nécessaires pour établir des stations de charbon ou des bases navales en certains points déterminés dont il sera convenu avec le Président des Etats-Unis.

8° Le gouvernement de Cuba insérera les dispositions antérieures dans un Traité Permanent avec les USA.

L'amendement Platt (accepté par la Constituante cubaine) donnait donc aux Etats-Unis les droits suivants:

I. Se réserver la proie cubaine pour eux seuls (art. 1).

II. S'installer militairement dans l'île même (art. 7).

III. Y intervenir à la faveur de n'importe quelle difficulté politique ou financière (art. 2 et 3).

*(Source et commentaire: Masses, avril 1933.)*

### *La bourgeoisie cubaine et ses contradictions internes*

Le pays se transformant de colonie en nation autonome, par suite des efforts de sa bourgeoisie naissante, cette bourgeoisie devait tendre à exploiter le pays et ses travailleurs au degré maximum -- *en se servant de l'aide économique ou militaire des Etats-Unis* pour fomentier ses entreprises ou pour ralentir l'évolution de son prolétariat.

Les intérêts de la bourgeoisie cubaine et de la bourgeoisie des USA momentanément (et d'une façon assez trompeuse) alliés ne pouvaient coïncider constamment dans la suite. On voit alors la bourgeoisie cubaine *prendre conscience de sa nationalité* non seulement contre son ancienne métropole l'Espagne, mais *contre les USA* (ce qui n'avait pas lieu au moment de l'amendement Platt). D'où la naissance d'un « *nationalisme révolutionnaire* » aussi opposé aux USA que ses propres partisans, peu d'années avant, tendaient à la « coopération ».

*(Extrait de Masses, avril 1933)*

## ANNEXE II

### DECLARATION DE PRINCIPE DE LA *AGRUPACION SINDICALISTA LIBERTARIA* *DE CUBA* \* (EXTRAITS)

#### *Contre l'Etat sous toutes ses formes*

Les membres de la *Agrupacion sindicalista libertaria* considèrent comme un devoir, avec lequel on ne peut ruser, d'affirmer en cette étape de réalisations révolutionnaires de notre peuple, qu'ils se dressent non seulement contre certaines formes accessoires de l'Etat, mais contre l'existence même de l'Etat en tant qu'organisme dirigeant de la société, et de ce fait contre toute politique tendant à provoquer l'hypertrophie étatique, à développer les recours de l'Etat et à lui conférer un caractère totalitaire ou dictatorial. Les militants syndicalistes libertaires cubains, de la même façon que les camarades des autres pays, estiment qu'on ne peut effectivement réaliser une révolution sociale authentique, s'il n'est pas procédé, en même temps qu'à la transformation économique, à l'élimination de l'Etat comme entité politique et administrative, en le remplaçant dans ses fonctions par des organismes de base révolutionnaires tels que les syndicats ouvriers, les communes libres, les coopératives agricoles et industrielles autonomes, les collectivités paysannes ou de production, libres d'ingérences autoritaires.

Les superstitieux de la politique croient que la société humaine est une conséquence de l'Etat, alors qu'en réalité l'Etat surgit comme l'expression la plus terrible de la dégénérescence sociétale, c'est-à-dire de la société divisée en classes, qui aboutit aux différences, aux injustices et aux antagonismes brutaux des régimes capitalistes. L'Etat, en définitive, n'est autre chose qu'une excroissance parasitaire produite par le système des classes, fondé sur la propriété privée des moyens de production, et doit commencer à disparaître avec l'étape de la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise en société socialiste.

#### *La terre à celui qui la travaille*

Les hommes et les femmes qui forment la *Agrupacion sindicalista libertaria* défendent aujourd'hui plus que jamais la vieille consigne révolutionnaire: « La terre à celui qui la travaille. » Nous croyons que le cri classique des paysans du monde entier : « Terre et liberté » est l'expression la plus juste des aspirations immédiates des paysans cubains. La terre

\* Association Syndicaliste Libertaire de Cuba

pour la labourer et la faire produire, la liberté pour organiser et gérer les fruits de leurs efforts et selon leur volonté: culture individuelle familiale en certains cas; création de libres coopératives de production en d'autres cas; organisation de fermes collectives là où c'est possible; mais toujours suivant la volonté la plus libre des paysans, sans jamais qu'une forme ou une autre soit imposée par des représentants de l'Etat, lesquels peuvent être des hommes très capables du point de vue technique, mais peuvent aussi ignorer dans la plupart des cas ce que sont les réalités matérielles de la culture et ne rien connaître des sentiments, des inquiétudes et des aspirations des hommes de la terre.

Nous sommes convaincus, par une longue expérience des luttes révolutionnaires paysannes, que la planification de l'exploitation de la terre, problème vital pour notre peuple, ne peut être envisagée comme un simple procédé technique, du fait que, à côté des facteurs inertes d'intervention — terre et outillage — le facteur décisif est le facteur humain, c'est-à-dire les paysans. C'est pourquoi nous nous prononçons en faveur d'une organisation de travail collectif et coopératif sur des bases absolument volontaires, en fournissant au paysan toute l'aide technique et culturelle nécessaire, comme le moyen sans doute le meilleur de le persuader des énormes avantages que présente l'exploitation collective de la terre sur le système de culture individuelle et familiale. Agir autrement, user de l'autorité et de la force conduirait en définitive à briser les bases mêmes de la révolution agraire, c'est-à-dire à faire échouer la révolution elle-même sous son aspect le plus important.



## *La lutte contre le nationalisme, le militarisme et l'impérialisme*

En tant que travailleurs révolutionnaires, nous sommes internationalistes, c'est-à-dire partisans fervents de l'entente pacifique entre tous les peuples, par-dessus toutes les frontières, géographiques, linguistiques, raciales, politiques et religieuses. Nous ressentons un immense amour pour notre terre, le même amour que les hommes des autres pays éprouvent pour la leur. En conséquence, nous sommes ennemis du nationalisme quel que soit le vêtement qu'il porte; nous sommes adversaires résolus du militarisme et de l'esprit belliqueux; opposés à toutes les guerres; désireux de voir les énormes ressources économiques, aujourd'hui employées aux armements, servir à réduire la faim et les besoins des peuples appauvris; les instruments de mort, fabriqués en quantités effrayantes par les grandes puissances, convertis en outils de travail, producteurs de bien-être et de bonheur pour tous les hommes de la terre. Nous nous opposons résolument à l'éducation militariste de la jeunesse, à la création d'armées professionnelles, et à l'organisation de formations militaires d'adolescents et d'enfants[...]

Face à toutes les méthodes impérialistes, nous nous prononçons en faveur de l'internationalisme révolutionnaire, par la création de grandes confédérations de peuples libres unis entre eux par des intérêts communs, par des aspirations semblables, par la solidarité et l'entr'aide. Nous sommes partisans d'un pacifisme actif et militant qui rejette les subtilités dialectiques concernant la « guerre juste » et la « guerre injuste », un pacifisme qui impose l'arrêt de la course aux armements et le rejet de tout type d'armes et notamment des engins nucléaires dévastateurs.

## *Au centralisme bureaucratique nous opposons le fédéralisme*

Nous sommes, par nature, ennemis de tout type d'organisation politique, sociale ou économique de caractère centralisateur. Nous estimons que l'organisation de la société doit aller du simple au composé, de bas en haut, c'est-à-dire en commençant par les organismes de base — municipalités, syndicats, coopératives, centres d'enseignement, associations paysannes, etc. — pour les intégrer dans les grandes organisations nationales et internationales, sur la base du pacte fédéral entre égaux qui s'organisent librement pour poursuivre des objectifs communs, sans dommage pour aucune des parties contractantes, celles-ci ayant toujours la liberté de se séparer de l'ensemble quand elles l'estiment utile à leurs intérêts. Nous voyons l'organisation, tant sur le plan national qu'international, dans le sens et la forme de grandes confédérations syndicales, paysannes, municipales et culturelles, qui auront pour mission de représenter les ensembles sans avoir d'autres droits que ceux qui leur sont confiés pour chaque cas par les organismes de base fédérés. [...]

## *Sans liberté individuelle il n'est point de liberté collective*

Nous syndicalistes libertaires, sommes des partisans décidés des droits individuels. Il n'y a pas de liberté pour l'ensemble si la partie est esclave; il ne peut exister de liberté collective là où l'homme, individuellement, est victime de l'oppression. Nous considérons qu'il est urgent de garantir les droits humains, c'est-à-dire la liberté d'expression, le droit au travail, à une vie digne, la liberté de religion, l'inviolabilité du domicile, le droit d'être jugé par des personnes impartiales et justes, le droit à la culture et à la santé, etc., sans quoi il n'est pas de normes civilisées pour la coexistence entre hommes. Nous sommes contre la discrimination raciale, contre les persécutions politiques et l'injustice économique et sociale. Nous sommes partisans de la liberté et de la justice pour tous les hommes, y compris pour les ennemis de la liberté et de la justice.

## *La révolution appartient à tous*

La *Agrupacion sindicalista libertaria* réaffirme sa volonté d'appuyer la lutte pour la libération intégrale de notre peuple, et rappelle que la révolution n'appartient à personne en particulier mais au peuple dans sa totalité. Nous soutiendrons, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, toutes les mesures révolutionnaires qui visent à guérir les vieux maux qui nous affligent, mais nous lutterons aussi, sans trêve, contre les tendances autoritaires qui surgissent au sein même de la révolution. Nous fûmes contre la barbarie et la corruption du passé; nous lutterons contre toutes les déviations qui prétendent mouler notre révolution suivant les modèles totalitaires, avilissant la dignité humaine, qui existent dans d'autres pays.

L'Etat, en dépit de ce que disent ses adorateurs de droite ou de gauche, est quelque chose de plus qu'une excroissance parasitaire de la société des classes: c'est la source génératrice de privilèges politiques et économiques et, par conséquent, créatrice de nouvelles classes privilégiées. Les vieilles classes réactionnaires qui luttent désespérément pour reconquérir leurs privilèges abolis nous trouvent face à elles; les nouvelles classes oppressives et exploiteuses qui déjà surgissent à l'horizon révolutionnaire nous trouveront aussi face à elle. Nous sommes pour la justice, pour le socialisme et pour la liberté; nous luttons pour le bien-être de tous les hommes, quelles que soient leur origine, leur religion ou leur race.

Sur cette ligne révolutionnaire, travailleurs, paysans, étudiants, hommes et femmes de Cuba, nous tiendrons jusqu'au bout. Pour ces principes nous risquerons la liberté et, si nécessaire, la vie.

La Havane, juin 1960

### LA REPRESSION

La répression qui a frappé le mouvement libertaire cubain, comme toute opposition à Castro, lorsque le nouveau régime s'est affermi, est semblable dans ses grandes lignes à celles qui ont décimé les anarchistes russes après 1917, ou est-européens après 1945. Nous n'avons ni la place, ni le matériel pour en faire une étude approfondie, aussi nous contenterons-nous de citer quelques exemples qui se passent de commentaires.

Ventura Suarez, vieux militant libertaire, et Augusto Sanchez (17 ans) : fusillés avec 62 autres camarades (information parue dans *La révolution prolétarienne* en juin 1963).

Sandalio Torres : paysan d'origine, ouvrier du bâtiment, avait lutté contre Batista et s'était désolidarisé de la révolution lorsqu'elle prit un caractère communiste totalitaire. Ayant exprimé ses opinions sur son lieu de travail, il est arrêté en 1962 et emprisonné. Soumis quatre fois de suite à une exécution simulée pour qu'il reconnaisse militer dans des mouvements contre-révolutionnaires et qu'il dénonce ses camarades -- en vain. Il est condamné alors à 30 ans de prison.

Aquiles Iglesias : persécuté pour ses activités révolutionnaires sous la dictature de Batista, il s'exila au Mexique, où il fut arrêté pour avoir participé à l'organisation de plusieurs expéditions vers Cuba. Ingénieur agronome, il devint fonctionnaire au ministère de l'Agriculture du gouvernement révolutionnaire. Très vite, il exprima son désaccord avec les méthodes totalitaires adoptées et la pénétration communiste, ce qui lui valut d'être arrêté et condamné aux travaux forcés.

José Acena : vieux militant libertaire, il s'opposa fermement à la dictature de Batista et fut un cadre actif du "Mouvement du 26 juillet", ce qui lui valut arrestations et tortures. Il participa activement, notamment au niveau syndical, au nouveau régime. Lors de son virage totalitaire et communiste, il rompt avec le "M.26.7" et fait part personnellement de son désaccord à Castro. Après une période de surveillance par la police politique, il est arrêté et emprisonné fin 1962.

Luis Miguel Linsuain : actif très tôt dans le mouvement libertaire, il rejoint dans la montagne les guerilleros anti-Batista. A la victoire de la révolution, il avait le grade de lieutenant. Ses convictions anarchistes l'opposèrent très vite aux éléments marxistes. Ses positions anti-communistes et anti-dictatoriales le firent licencier de l'armée rebelle. Devenu secrétaire de la Fédération de l'Hôtellerie de la province d'Oriente, il est emprisonné et condamné à 7 ans de prison au début des années soixante au moment de la purge et de la reprise en main des syndicats par le nouveau régime. Accusé ensuite d'avoir préparé un attentat contre le frère de Fidel Castro, il est condamné à 30 ans de prison. Les conditions de détention ruinèrent sa santé. Libéré en 1980 et expulsé vers la Floride au moment de l'affaire de l'ambassade du Pérou dont Castro profita pour vider ses prisons, il est mort en novembre de la même année, peu après son arrivée à Miami.

## QUI A PEUR DE LA LITTÉRATURE ?

### *IV. L'impossible a franchi la porte du sortilège.*

Lezama Lima était un homme énorme. Le soir, quand il se promenait sur les quais du vieux port de La Havane, il aimait à dire qu'il se devait « à la Méditerranée et à son ouverture à l'Atlantique ». D'autres intellectuels qui avaient l'habitude de se réunir en plein air, devant un débit de café au lait, le regardaient marcher « du pas sûr du mulet au bord de l'abîme » que Lezama avait chanté dans un poème. Il y avait quelque chose d'infini chez Lezama, qui écrivit un jour dans une lettre : « Je vis dans l'éternité, dans ce qu'il reste lorsqu'on traverse le miroir ». Il était asthmatique et dans les moments de crise il y faisait référence avec la formule habituelle : « Me voici avec mon gilet mozartien sur mon ventre wagnérien ». Pourtant, c'était un grand fumeur de cigares, qui abusait aussi du *Dyspne Inhal*, inhalations anti-asthmatiques (devenues introuvables à Cuba dans les années soixante), et un très gros mangeur. Il pouvait, paraît-il, ingurgiter une quantité de nourriture inouïe; nul plaisir n'était comparable pour lui à ceux de la table et de la conversation. Il était si gros qu'à sa mort, les employés des pompes funèbres ont dû sortir le cercueil par la fenêtre.

Sa soeur Eloisa nous parle avec nostalgie des « dialogues de ce Platon qui haletait en riant et emporta avec lui des ouvrages merveilleux, saturés d'une sensualité baroque débridée qui en firent le plus grand parleur de La Havane en son temps ». Julio Cortazar (Lezama eut, on le verra, des amitiés paradoxales) s'étonne du verbe de Lezama : « En vérité, il ne m'avait pas été donné de connaître un écrivain pour qui l'écriture et la parole fussent à ce point la même chose. »

Bien qu'il n'eût jamais quitté l'île, excepté dans sa jeunesse pour une dizaine de jours à Mexico et presque autant en Jamaïque, Lezama était un homme d'une érudition prodigieuse. Il parlait avec une égale aisance de l'art roman, de l'antiquité grecque, des desserts viennois, de la littérature chinoise, de la peinture contemporaine ou des détours de l'histoire américaine. A sa mort, sa bibliothèque personnelle comptait plus de dix mille volumes. Il fut avec Borges et Octavio Paz l'un des plus grands poètes de langue espagnole en ce siècle; et de l'avis de Cabrera Infante, le plus grand poète que nous ait donné Cuba. Cintio Vitier (un autre ami paradoxal) dit de Lezama qu'il fut « le seul poète américain de ce siècle à se sentir contemporain des théogonies et des révélations ». Il se proposait, à lui seul, de remplir un vide de la culture cubaine ( « Un siècle d'or, un poème

premier que nous n'avons pas eu »). En 1939, à vingt-neuf ans, il écrivait dans une lettre « Il est temps, déjà, de nous engager tous dans une téléologie insulaire, quelque chose de vraiment grand et nourrissant ».

Lorsque Lezama Lima a commencé à publier dans les années trente, la culture cubaine se scindait en deux courants antagoniques : « poésie pure » et « poésie sociale », dont participait un courant particulier, la « poésie noire ». Des différentes revues qu'il a dirigées, signalons *Origenes*, publiée de 1944 à 1957 en totale indépendance de la « bureaucratie culturelle » en ces temps de dictature militaire, ce qui serait impensable aujourd'hui. On peut y lire ces lignes adressées aux représentants de la culture officielle : « Si nous avons parcouru dix années dans votre indifférence, ne nous faites pas cadeau, maintenant, nous vous en prions, du fruit fétide de votre admiration. Nous vous remercions, mais nous préférons, décidément, votre indifférence. Elle nous a été utile, nous ne saurions que faire de votre admiration. Nous serions tous confondus, puisqu'il n'y a rien de plus nocif qu'une admiration dont la racine est viciée. Vous êtes vitalement incapables d'admirer. Vous représentez le *nihil admirari*, devise des plus vieilles décadences. » Imaginons ce qui se passerait si ces lignes s'adressaient à Armando Hart, à Fernandez Retamar, à Lizandro Otero ou à Fidel Castro lui-même !

Lezama Lima a apporté une « nouvelle physique culturelle » : comme sa poésie, ses idées (il est infiniment moins connu en tant que penseur) sont d'une rareté fascinante, surtout si l'on considère l'esprit des années cinquante. Toute sa pensée tient dans l'antagonisme entre l'idée de causalité et celle d'inconditionné. Il se refuse à voir dans l'histoire, l'art, la pensée, la société, une série causale ou un déploiement de séries causales. Il y voit « poësis », création, engendrement de nouvelles causalités, ce qui, chez l'homme, est possible par l'image, par l'imaginaire. Lezama voit dans le déterminisme un élément saturnien : la création qui dévore ses créatures; il dit en revanche que « tout être est être causal, cherche à être causal pour se différencier de la succession dans l'infinité ». La plus grande preuve de l'inconditionné est l'homme qui, trait d'union entre l'image et la nature, crée la merveille, le monde qui lui est propre : « La pénétration de l'image dans la nature engendre la surnature. Dans cette dimension-là, je n'hésite pas à reprendre la phrase de Pascal, qui fut une véritable révélation pour moi : « la vraie nature s'étant perdue, tout devient nature [...] »; la terrible force affirmative de cette phrase m'a décidé à mettre l'image à la place de la nature perdue; ainsi au déterminisme de la nature, l'homme répond avec le total arbitraire de l'image. Et devant le pessimisme de la nature perdue, l'homme éprouve la joie invincible de l'image reconstruite. »

Lezama voulait que la poësis fût « la plus pure expression du monde » et il croyait que c'était possible par la poésie : « Le plus fascinant, c'est que cette rencontre, cette lutte presque enfouie entre la causalité et l'inconditionné nous fournit un signe où l'homme-causalité [...] pénètre dans l'espace inconditionné, par lequel il acquiert un pouvoir conditionnant, un *potens*, un possible dont il nous reste les cendres, le vestige, le souvenir, dans le signe du poème. Le merveilleux de la poésie réside dans ce que ce combat entre la causalité et l'inconditionné peut se dérouler et se propager comme l'incendie ». Pour Lezama enfin, « il s'agit de chercher une

incarnation de la métaphore et de l'image dans le temporel-historique[...]. C'est une obligation que d'amener la poésie au labyrinthe où l'homme enferme et vainc la bête et de chercher la victoire totale de la poésie contre tous les entrecroisements du chaos. ». Fidel Castro venait d'entrer à la Havane lorsque Lezama écrivit ces lignes : les « entrecroisements du chaos » se feront encore plus denses par la suite.



Polito: Locomotora de fiesta.

C'est avec un roman, *Paradiso*, que culmine peut-être l'œuvre poétique de Lezama Lima. *Paradiso* raconte la formation du poète, comment il apprit l'amitié, l'amour et enfin, grâce à son ami Oppiano Licario — l'Icare, celui qui tente l'impossible — l'infinité, la connaissance. Pour une grande part, ce roman est autobiographique: « José Cemi<sup>1</sup>, c'est et ce n'est pas moi. C'est celui qui cherche la connaissance à travers l'image, c'est le poète. Oppiano Licario est celui qui montre la connaissance pure, le causalisme infini de l'Eros cognitif. C'est le mythe du lointain, de ce que l'on voit dans le monde tibétain, où l'invisible se confond avec le visible, c'est le monde du prodige. [Licario] est un Faust américain dévoré par une connaissance infinie et une mémoire hypertrophique ». Ce roman, le chef-d'œuvre d'un écrivain dont le régime castriste veut s'approprier le prestige, est introuvable à Cuba. *Paradiso* y a été publié en 1966 à cinq mille exemplaires et a ensuite été retiré des librairies pendant trois semaines : la bureaucratie culturelle (celle de Castro cette fois-ci) était scandalisée par cette œuvre qu'elle jugeait dissolvante, pornographique, inintelligible et, entre autres griefs, « peu révolutionnaire ». Un chœur d'oies s'est dressé, plein de rancune et de jalousie tonitruante», déclara Lezama.

Les passages érotiques, d'une sensualité rare, et surtout ceux d'amour homosexuel furent évidemment les cibles privilégiées des fonctionnaires de la « culture ». Mais ces passages n'étaient pas les seuls à faire scandale : l'écriture elle-même et les idées traversant le roman troublaient les censeurs. Quand le problème s'est posé à lui, Castro a voulu éviter un « cas Pasternak » : il a autorisé la vente du livre, mais il en a interdit toute réimpression. En février 1968, le roman était déjà épuisé. L'édition mexicaine, due aux soins de Julio Cortazar, les éditions péruvienne, argentine, française et italienne de *Paradiso*, ont suivi immédiatement, mais elles n'étaient plus à la portée du lecteur cubain. Cintio Vitier et Julio Cortazar, amis de Lezama quoique défenseurs du totalitarisme cubain, tentèrent de sauver la face du régime : Vitier, poète qui avait participé à *Origenes*, affirma que la saisie de *Paradiso* n'avait pas été « un acte de censure du régime, mais résultait de l'initiative d'un petit fonctionnaire; sa réapparition en librairie avait été au contraire décidée au plus haut niveau... » Mais quel est ce régime de singes où un « petit fonctionnaire » peut faire disparaître un chef-d'œuvre de l'espagnol de ce siècle ? Et si Castro voulait remédier à la situation, pourquoi le roman n'a-t-il pas été réimprimé ? Cortazar, plus candide, fit un curieux parallèle entre Fidel et Gierek, le bureaucrate polonais, et profitant de l'occasion, entre lui et Lezama : « le roman de Lezama est tombé, avec d'autres livres, dans un enfer différent, bureaucratique cette fois-ci, dont on a mis du temps à sortir. La rancune, l'ignorance et la jalousie ont levé leur triple tête pour figurer un cerbère idiot aboyant des slogans prétendument révolutionnaires. On l'a accusé d'immoralité et de pornographie. *Paradiso* est entré dans une sorte de clandestinité dont il est sorti plus brillant et plus révolutionnaire que jamais, dès que les authentiques responsables de la culture, Fidel Castro en tête, ont redressé le gouvernail d'un bateau qui avait été tout près de s'échouer dans la médiocrité et le conformisme. On dit que Fidel, interrogé dans les escaliers de l'université par un groupe d'étudiants qui ne comprenaient pas pourquoi on avait arrêté la vente de *Paradiso*, répondit qu'il ne comprenait pas grand'chose dans ce roman, mais qu'il était convaincu que ce n'était pas un ouvrage contre-révolutionnaire, avis qui n'échappa pas aux oreilles de ceux qui l'accompagnaient. Bien que cela m'éloigne un peu du sujet, je voudrais dire que cette anecdote rappelle significativement un propos de Gierek, le dirigeant polonais des années soixante-dix, quand il apprit que les jeunes réclamaient une deuxième édition de *Rayuela*<sup>1</sup>, au moment où les réimpressions n'étaient pas autorisées pour, semble-t-il, économiser le papier. Cette fois-là, Gierek a demandé à voir le livre et l'a rendu en disant "Je ne comprends rien, mais s'il plaît aux lecteurs, que l'on fasse une réimpression" ».

Si *Paradiso* est « plus brillant et plus révolutionnaire que jamais » (que penserait Lezama de ces qualificatifs, au moins dans le sens qu'on leur donne dans l'île castriste ?), il est aussi plus introuvable que jamais. Mais Fidel et Gierek ne furent pas les seuls censeurs « maximos » en matière littéraire : *Paradiso* a été censuré aussi dans l'Espagne franquiste, sous prétexte de pornographie. Lezama, déconcerté, s'interrogeait sur la raison de cette interdiction, la « racine » de son livre étant, selon lui, « indéniablement œcuménique, catholique ». Répondant à une lettre de Juan Goytisolo où

celui-ci indique des œuvres érotiques comme sources possibles du huitième chapitre de *Paradiso*, Lezama écrit : « Je n'ai jamais lu l'ouvrage dont vous me parlez, et je ne pense pas qu'il soit nécessaire pour lire le chapitre VIII de voir autre chose que ce qu'on y montre, quelques versets des *Lois du Mami* et surtout le *Kamasutra* (en particulier le chapitre consacré à l'*Opoparika*, ou union buccale) que j'ai lus dans mon enfance et dont m'a marqué le sensuel souvenir. Les seuls livres pornographiques que j'ai lus sont, la *Genèse*, et Platon ».

Lorsque Castro est entré à La Havane, Lezama Lima avait 49 ans; il était le « symbole du poète ésotérique » et *Origines*, sa revue, était considérée comme « catholique et hermétique », aux dires de Cabrera Infante. On lui reprochait, par exemple, d'avoir écrit dans un poème : « Naître ici [c'est-à-dire à Cuba] c'est une fête innombrable ». Il devint la cible privilégiée des écrivains favorables à une littérature révolutionnaire. *Lunes de la Revolución* (la revue littéraire dirigée par Cabrera Infante) publia notamment un article de Heberto Padilla (connu par la virulence de ses critiques) contre Lezama Lima et sa poésie. Plusieurs années plus tard, Cabrera Infante écrit, à propos de cet article : « C'était un acte d'une grande injustice, on a jeté sur Lezama tout le poids (qui était alors considérable) du journal *Revolucion*, organe du Mouvement du 26 juillet : c'est-à-dire, le journal officiel. » Cabrera Infante écrit ailleurs : « C'était presque une condamnation officielle, non seulement de la personne mais aussi de l'art poétique de Lezama. Lorsque je l'ai vue publiée, j'ai eu l'impression d'avoir libéré une meute de chiens contre un homme enchaîné. » Le fait que les premières attaques contre Lezama aient été menées par le journal *Revolucion* (dirigé par Carlos Franqui) et par son supplément littéraire hebdomadaire *Lunes de la Revolución* (dirigé par Cabrera Infante) et en plus que l'article ait été écrit par Heberto Padilla, toutes personnes qui se comptent aujourd'hui parmi les principaux opposants (en exil) du régime, a été utilisé par les fonctionnaires de Castro pour essayer d'invalider les critiques relatives à l'exil intérieur que ce dernier avait imposé à Lezama. Or, lors des « conversations dans la Bibliothèque Nationale », Lezama a eu la dignité de ne parler que de la permanence de la littérature et de se refuser à se faire payer sa « livre de viande opportuniste » : il aurait été si facile (et payant) pour lui de critiquer le journal qui l'avait si durement attaqué ! Par ailleurs, Lezama a été membre du jury qui a décerné à *Hors du jeu* (le livre de poèmes d'Heberto Padilla où celui-ci critique le cours de la révolution) le prix qui lui valu la publication et fut le point de départ du « cas Padilla ».

Lezama Lima salua avec joie la révolution. Dans un poème écrit peu après l'entrée de Fidel à la Havane on peut lire : « Nous montrons la plus grande quantité de lumière que peut montrer un peuple sur la terre ». En janvier 1960, il écrit : « Une phrase à moi qui est comme le résumé de tout ce que j'ai dit, me revient à l'esprit : l'impossible, lorsqu'il agit sur le possible, engendre un *potens*, qui est le possible dans l'infinité. Le cubain a acquis maintenant cette possibilité, ce *potens*. Aujourd'hui toute image a la hauteur et la force de cette possibilité. Tous les possibles traversent la porte des sortilèges. [...] La révolution cubaine signifie que toutes les conjurations négatives ont été décapitées. La vague qui était tombée dans l'étang, comme dans les anciennes mythologies, a été retrouvée. » Lezama Lima a

essayé de comprendre la révolution de l'intérieur même de son « système poétique » (comme il aimait l'appeler). Au départ, il a parlé des « possibilités » qui s'ouvraient : il n'a jamais fait l'éloge des "acquis". Il a toujours agi en poète : « Pour moi, la révolution est une métaphore de l'homme dans son devenir. Un éclair qui illumine le proche et le lointain. » Le poète se sacralise dans les ères imaginaires dont la racine est la révolution. » Or, même si Lezama a toujours parlé de « possibilités » et non des « paradis retrouvés », il est arrivé à des situations paradoxales; après la mort de Che Guevara il a écrit : « son image est au début des prodiges, de l'ensemencement dans la pierre, du gigantisme qui se fait jour dans les premières théogonies, quand la force se taille un domaine dans l'espace vide. » Ignorait-il certains agissements du Che qui révèlent en lui plus le nettoyeur du champ que le semeur ?

Cabrera Infante raconte que, « en visite à l'ambassade cubaine en Algérie, Che Guevara regardait les livres de la modeste bibliothèque algérienne et y trouva le *Théâtre complet* de Virgilio Pinera, édité par les Editions R (R de *Revolucion*, le journal dirigé par Carlos Franqui, dont la section littéraire était dévolue à Cabrera Infante), l'argentin prit le livre comme pour le feuilleter, mais se tournant vers l'ambassadeur, il lui lança d'une voix âcre : « Comment peux-tu avoir le livre de ce pédé à l'ambassade ! » Et il jeta, sans plus, le livre à l'autre extrémité de la pièce où il s'écrasa contre le mur tel un oeuf purulent, virulent. L'ambassadeur s'excusa de son erreur tandis qu'il jetait le livre à la poubelle. » Virgilio Pinera a été, avec Lezama Lima l'un des pères spirituels de plusieurs générations de bons écrivains cubains : ils représentaient les pôles opposés de la vie littéraire de La Havane; Virgilio, homosexuel spectaculaire au profil dantesque, était rebelle à la tradition (dans la vie comme dans la littérature) : il a écrit du théâtre de l'absurde avant la lettre (avant la *Cantatrice chauve*). Les livres de Virgilio ne furent pas les seuls à connaître l'enfer : Virgilio lui-même fut emprisonné lors d'une razzia fidéliste dite « des trois P » (pédérastes, prostituées, proxénètes). Il fut libéré au bout de quelques jours grâce à l'intervention de ses amis. Une autre phrase paradoxale chez Lezama est celle où il fait l'éloge, à sa façon, du "Mouvement 26 juillet" : « le 26 juillet, comme toute la révolution, était machiste d'une manière ostentatoire. Il n'y avait qu'à regarder marcher Fidel Castro ou Che Guevara. »

Au sein de la nouvelle orthodoxie marxiste, Lezama maintint toujours ses opinions sur l'imaginaire et sa critique du déterminisme. « Notre solution doit être poétique, comme celle de Martí, non anti-poétique, non préconçue ni pseudo-scientifique. » écrivait-il en août 1964.

Cabrera Infante raconte qu'un jour, dans une salle du Conseil National de la Culture, « un endroit où il pouvait y avoir, sinon des micros, du moins des oreilles attentives, Lezama protesta contre l'anti-américanisme total qui se répandait à l'époque. "Ils oublient" me dit-il "que l'hygiène fût amenée à Cuba par les américains. Ce sont eux qui nous ont débarrassé de la fièvre jaune et d'autres fléaux." Il parla aussi, avec amertume, d'Alejo Carpentier, très engagé déjà dans sa carrière de propagandiste officiel. "Il fait tant ostentation de sa culture et il vient me demander les références les plus

simples." s'était plaint Lezama. Mais le plus mémorable fut cet avertissement sibyllin qu'il m'adressa, connaissant mes opinions privées qui devenaient publiques : "Dans l'adversité le renard doit se déguiser en brebis." Je compris ce qu'il voulait me dire et il comprit que j'avais compris.» Le courage de Lezama aida certaines personnes, dont Walterio Carbonell, intellectuel noir de Cuba, qui, après avoir déclaré dans la "Maison des Amériques" qu'à Cuba il n'y avait pas de liberté d'expression (c'était en 1965), fut menacé par la bureaucratie castriste. Lezama dit dans une réunion : « Nous ne sommes pas venus ici pour faire tomber la tête de Walterio Carbonell. Il est habitué à Paris, aux discussions des cafés littéraires sous les peupliers, et c'est dans cet esprit qu'il est venu discuter dans la "Maison des Amériques". » Cette intervention de Lezama sauva alors Carbonell (plus tard il fut emprisonné sous l'accusation d'avoir mis sur pieds à Cuba une organisation liée au "Black Power"). Immédiatement après la révolution, Lezama a été, de même que Cabrera Infante, l'un des six vice-présidents de l'Union Nationale d'Ecrivains et Artistes de Cuba (UNEAC). Il a été aussi conseiller littéraire de l'Imprimerie Nationale, poste qu'il partageait avec Carlos Franqui, Guillermo Cabrera Infante, Herminio Almendros et Alejo Carpentier. Dans ce poste, Lezama eût le courage de proposer la publication de livres jugés « risqués », dont l'œuvre de Proust, *Le bal du comte d'Orgel* de Raymond Radiguet et *Le Procès* de Kafka (qu'Alejo Carpentier considéra comme « peu approprié à notre réalité»). Lezama fut également assesseur du Centre Cubain de Recherches Littéraires et collaborateur d'un des principaux journaux de La Havane. Dans tous ces emplois Lezama a eu des difficultés dues à son refus de « politiser » ses activités. Il a perdu tous ces postes et fut transféré, finalement, à la bibliothèque de la Société Economique des Amis du Pays. Voilà le dernier emploi d'un homme qui était appelé à réinventer la culture nationale. Pourtant, Lezama ne se plaignait pas et disait à sa sœur : « Je préfère les emplois dans lesquels je n'ai pas à prostituer ma vocation.»



Artemio: monstrucillos marinos

Les souffrances de Lezama commencèrent véritablement le 25 mars 1961, lorsque sa sœur Eloïsa quitta le pays pour aller vivre à Porto-Rico. La dispersion familiale fut particulièrement douloureuse pour cet homme qui disait avoir besoin, pour vivre, de se sentir « entouré d'une enceinte de mères ». Sa propre mère mourut en 1964 (ce coup, presque fatal, fut décisif dans l'écriture de *Paradiso*, publié en 1966). Cintio Vitier, a voulu réduire la tragédie de la vie de Lezama à cette seule destruction de sa famille : « La cause de son désespoir pendant des années et des années a été simplement le départ de Cuba de ses parents et la mort de sa mère. » Mais les lettres de Lezama montrent bien que les raisons de son angoisse ne sont pas « simplement » celles-ci, et que l'évolution de la situation à Cuba contribua à cette angoisse. En juin 1963 Lezama Lima écrit à Carlos M. Luis : « Maintenant, la vie est devenue inhospitalière et dure, [...] Vers où marchons-nous ? Qu'est-ce qu'il y a derrière tout ce tapage ? Une marche c'est un rythme, un rythme est une joie profonde et qui peut se sentir gai ? Le temps ne compte pas; c'est une monnaie sans circulation sous les tropiques. Tout est motif à un baillement énorme, et de ce baillement, nous vivons vingt, trente ans; une nuit a cent ans. Nous payons pour un perroquet le prix d'un faucon. N'importe; l'homme qui progresse sous les tropiques pense et dit : n'importe, un jour nous paierons pour un faucon le prix d'un perroquet. Encore cent ans. Le temps, parmi nous, ne glisse pas, il pousse comme les végétaux. Un vieux caïman dans l'eau ressemble à un tronc d'arbre. Et toute écorce d'arbre est un calendrier devant lequel baille le cubain [...] Notre environnement intellectuel est plus pauvre que jamais. Le "virtuosisme" est à la mode, petits livres, petites choses, moi confessionnel, tentatives d'hymnes niais, le tout accompagné des trompettes de la propagande. La canaille pense à publier et non pas à faire. Lorsqu'ils font, ils ne créent pas. Et s'ils créent, c'est un homuncule fait en coton. »

La chute finale de Lezama est survenue avec le « cas Padilla ». Lezama n'a pas voulu être présent, en 1971, dans la salle des fêtes de l'UNEAC où Padilla fit sa « confession », mais Padilla y fit mention de Lezama comme d'un élément contre-révolutionnaire. La décision de l'Etat cubain d'éloigner les homosexuels des activités culturelles et éducatives, prise à la suite de la « confession » de Padilla toucha aussi Lezama Lima; dès lors il subit l'ostracisme et ce jusqu'à sa mort en 1976.

Faisant référence à ses amis et agents à l'étranger qui lui réclamaient désespérément des textes ou des conférences, Lezama écrit à sa sœur Eloïsa en septembre 1974 : « Ils savent, ou ils doivent savoir, qu'il m'est impossible d'envoyer un texte à l'étranger [...] ils savent parfaitement bien que ma sortie du pays est interdite. On m'a invité à l'étranger six fois environ et je n'ai jamais réussi à obtenir l'autorisation nécessaire au voyage. » Cette interdiction de quitter l'île a été le dernier et le plus grand tourment de Lezama. Il avait été invité à Madrid, à Mexico, à Cali (Colombie) et en Italie. A chaque fois on lui refusait l'autorisation demandée. Il écrivait à sa sœur : « Je suis arrivé à un moment de ma vie où il me faut voyager, regarder d'autres paysages. La répercussion de mon œuvre à l'étranger me donnerait la possibilité de le faire. Mais l'ananké, la fatalité est là, avec son œil de cyclope. »

La mort aida Lezama à sortir de l'ostracisme : il commença alors à être exalté par la bureaucratie, qui essaie toujours d'effacer les « erreurs » commises envers lui. Ceci n'est guère étonnant. Ce qui l'est davantage c'est l'attitude de ses amis Cortazar et Vitier. Cortazar part en croisade : « Il faut le défendre des mains sales et des intentions impures de ceux qui se servent de lui maintenant qu'il n'est plus là et les réfuter [...] Faisons nous aujourd'hui ses chevaliers : il faut aider à détruire tant de monstres, nains et sorcières postés sur les chemins menant à ce *graal* splendide qu'est la poésie cubaine.» Cette guerre sainte est menée contre ceux qui osent dire que Lezama a été l'une des victimes de la révolution. Cortazar est explicite : « Ils ne manquent pas ceux qui prétendent faire de Lezama un symbole de l'incompréhension et même de l'inimitié de la part de certains dirigeants et intellectuels de la révolution [...] ils cherchent ainsi à ériger le monument à leur manière et ils ne pensent pas au monument lui-même, ils pensent à défigurer l'image de la place sur laquelle il se dresse...» Le ton de Cortazar nous fait frémir : que se serait-il passé si par hasard il avait eu un pouvoir plus direct sur l'île ? Vitier écrit, avec plus de bonhomie : « effectivement, Lezama a eu des difficultés avec la révolution, mais elles étaient la conséquence du « cas Padilla » celui-ci l'ayant accusé publiquement d'avoir une attitude contre-révolutionnaire, ce qui était faux, mais l'accusation a eu des conséquences.[...] On a commis des erreurs et Lezama a eu raison de se plaindre, à partir de juin ou juillet 1972, de ces erreurs, mais jamais dans l'intimité il n'a confondu l'accidentel avec l'essentiel et jamais il ne s'est laissé utilisé pour des campagnes contre la révolution, ni au-dedans ni au-dehors de Cuba.» L'image de Lezama est l'objet, maintenant, de ces tiraillements. A la publication, en 1979 par sa sœur, des lettres de Lezama Lima, les autorités cubaines ont répondu par celle du livre *Image et possibilité*, recueil d'articles favorables au Che et au "Mouvement du 26 juillet".

Lezama ne fut pas un dissident, mais seulement un homme qui su maintenir sa dignité au milieu de la barbarie castriste et, qui pour cette raison, en fut la victime. Son ami Armando Alvarez Bravo écrit : « Il y a quelque chose qu'on ne pardonne pas aujourd'hui dans notre patrie : la grandeur. Et c'est la grandeur de Lezama qui lui a fait assumer, comme un devoir de plus, sa façon d'être lorsque l'uniformité soumise est devenue la loi inexorable.»

On peut aussi appliquer à Lezama ce qu'Octavio Paz a écrit dans une autre occasion : « La solitude du poète montre le déclin de la société. La création étant toujours à la même hauteur, elle signale l'abaissement du niveau historique. De là vient que, parfois, nous semblons plus hauts les poètes difficiles. Il s'agit d'une erreur de perspective. Ils ne sont pas plus hauts. Tout simplement, le monde qui les entoure est plus bas.»

Conrado Tostado

FIN

(1) Le protagoniste de *Paradiso* .

(2) Ouvrage de Julio Cortazar .

*Ayant prévu de publier le numéro 13 sous forme de brochure; il devait s'agir uniquement d'un dossier sur Cuba, mais après la catastrophe de Tchernobyl il nous sembla impossible de ne pas consacrer une place conséquente à l'actualité brûlante d'alors et à ses répercussions. L'importance de ces événements nous fait considérer les documents ci-dessous comme étant toujours dignes d'intérêt même si plusieurs mois se sont écoulés. Quant à la conséquence de ces événements sur la prise de conscience écologique et politique des habitants des pays socialistes voisins, en particulier, elle reste encore à mesurer et nous aurons l'occasion d'y revenir dans les prochains numéros d' Iztok (avec entre autres un dossier sur les mouvements indépendants pacifiste et écologiste en Yougoslavie).*

### L'AFFAIRE DE TOUS

Dans cet article, paru dans *Literatourna Oukraïna* le 27 mars 1986, soit un mois avant la catastrophe de Tchernobyl, l'auteur, Lioubov Kovalevska, ingénieur ou économiste — on ne sait — attachée à la Centrale, s'en prend, avec un certain courage, aux manques et aux malfaçons qui affectent la construction de celle-ci. Alors même que les journaux français rivalisent de flagornerie nucléariste, il serait irréaliste d'espérer trouver dans un texte édité dans un organe officiel du régime la moindre critique du programme nucléaire. Bon nombre de tels articles, s'appuyant sur les résolutions du XXVII<sup>e</sup> congrès et prônant une nouvelle efficacité et la réforme des structures d'approvisionnement paraissent actuellement dans les journaux soviétiques. Celui-ci prend *a posteriori* une vigueur supplémentaire. De plus, on sent parfois chez son auteur une véritable inquiétude de ce qui pourrait se passer en cas d'accident et la conscience du danger que représente la production de l'énergie nucléaire. Le tout est naturellement noyé dans la langue de bois habituelle à ce genre de textes. Ainsi, ce qui pourrait servir de conclusion, le passage sûrement le plus senti du texte, où la personnalité de l'auteur fait éclater la terminologie fatiguée — « un seul défaut se paiera très cher, se paiera pendant des dizaines d'années » — se trouve coincé entre deux avalanches de chiffres à faire froid dans le dos. Ajoutons enfin que l'auteur, habitant Pripiat, a vraisemblablement depuis subi l'enfer de l'évacuation, à moins qu'elle ne soit au nombre des victimes.

R. Gayraud

## *A l'attention de la Commission pansoviétique sur les problèmes d'approvisionnement.*

En définissant la stratégie de sa politique économique sur le principe de la multiplicité des facteurs originels d'expansion, le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS a également dégagé les voies réelles et concrètes du passage à une économie de haute organisation et d'efficacité par le moyen de forces agissantes diversifiées et développées, de relations socialistes mûries et d'un mécanisme économique planifié. Il a également indiqué les modes de réalisation de cette stratégie, dont le plus important est la reconstruction de l'économie nationale sur la base du progrès scientifique et technique.

Garantir le développement heureux de l'économie nationale nécessite, en particulier, de poursuivre le renforcement du dispositif de production d'énergie-combustible du pays, et d'accélérer la construction de centrales nucléaires. La puissance de ces dernières atteint actuellement 28 millions de kilowatts. Le douzième plan quinquennal prévoit de produire 41 millions de kilowatts supplémentaires, c'est-à-dire de multiplier leur puissance par 2,5. « Il suffit d'une augmentation de 1% de l'armement énergétique, a remarqué le ministre de l'Electrification de l'URSS A. I. Maïoretz, pour relever de manière substantielle la productivité du travail ».

L'énergie nucléaire s'est développée en Ukraine à un rythme particulièrement accéléré. La production de la centrale de Tchernobyl atteignait 4 millions de kilowatts en 1984, les réacteurs de cette centrale ayant été mis en place plus tôt que prévu. Tous ces facteurs ont permis à Tchernobyl de prendre sa place en tête des centrales soviétiques et d'apporter une contribution décisive à l'approvisionnement énergétique de l'ensemble des régions sud-ouest de l'Union. En outre, depuis septembre 1980, l'énergie produite par la centrale de Tchernobyl alimente les pays membres du Conseil d'Aide Economique Mutuelle. Et depuis la mise en exploitation, ce sont environ 150 milliards de kilowatt/heures par an qui ont été produits.

Cependant, le travail pour accroître la capacité de la centrale se poursuit. La troisième phase de sa construction va entraîner la mise à feu d'un cinquième et d'un sixième réacteurs qui deviendront opérationnels respectivement en 1986 et 1988. après la mise en service de ces réacteurs, la production atteindra 6 millions de kilowatts et Tchernobyl deviendra la première centrale du monde.

Les quinze années qu'a duré l'édification de la centrale de Tchernobyl ont permis la formation d'un collectif de constructeurs. Sa cheville ouvrière est formée de travailleurs hautement qualifiés enseignés à la rude école de l'installation du dispositif de production d'énergie dans différentes régions du pays. La construction de nos quatre réacteurs-millionnaires n'a fait qu'accroître encore leur expérience. Au cours même de leur travail, de nombreuses inventions ont été imaginées et réalisées. Techniciens et ingénieurs ont constitué une équipe soudée. Les réalisations des bâtisseurs, des monteurs, des ajusteurs, des agents d'exploitation et des projecteurs leurs ont valu de hautes distinctions de la part de l'Etat Soviétique.

Dans le contexte de tels succès, la chute du rythme de construction du cinquième réacteur est particulièrement marquante. Ni les thèmes, ni le volume, ni les plans pour 1985 des travaux de montage et de construction (TMC) n'ont été menés à bien. Est-ce un hasard ? Non, comme d'habitude. Pourtant, une réponse à l'emporte-pièce ne suffit pas. Sans toutefois nous lancer dans l'analyse des conditions de l'activité économique du collectif et de leurs conséquences nous nous arrêterons plutôt sur ce qu'il y a de général et de caractéristique pour tous les grands chantiers du pays.

« L'effet, pour ne pas dire la réalité même de l'utilisation de stocks gigantesques, a déclaré lors du Congrès le premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste d'Ukraine V. V. Chtcherbitski, dépend pour une très large mesure de l'affermissement des bases de production des organismes de construction, de la qualité des projets et de la livraison en temps voulu de l'équipement. Or on se trouve ici confronté à un nœud inextricable de problèmes graves... » J'ajouterai : ces problèmes vont s'accroître incommensurablement si aucune de ces conditions n'est suffisamment garantie. Dans un tel cas, il faut s'appuyer sur l'enthousiasme.

Car parmi les composantes d'un travail couronné de succès, l'enthousiasme doit occuper, et occupe d'ailleurs, sa juste place. Bien plus, on peut même le planifier, mais seulement après que des conditions de travail correctes auront été assurées pour la main-d'œuvre, et non avant. En revanche, le seul résultat des conditions de travail actuelles, c'est le mécontentement général. Ne négligeons pas la question des stimulants matériels. La construction doit s'effectuer harmonieusement, en se fondant strictement sur la technologie de la construction. C'est précieusement ce que l'on ne fait pas : les problèmes du premier réacteur ont été transférés au deuxième, du deuxième au troisième, et ainsi de suite, de sorte que les problèmes sont devenus de plus en plus profonds, et l'on assiste à présent à une inflation de problèmes irrésolus. Ces problèmes ont d'abord été discutés avec grand intérêt, puis ils sont devenus un sujet d'indignation, et finalement, c'est un sentiment d'impuissance qui s'est installé : « Combien de temps encore va-t-on discuter éternellement des mêmes choses ? A quoi riment toutes ces palabres ? ».

Le cinquième réacteur... L'échéance de sa construction a été réduite de trois à deux ans. Sa mise en route a commencé en 1985 avec un approvisionnement minimal. Un tel changement dans les dates, mais aussi le resserrage de plans déjà très denses sans cela, ont pris à l'improviste tant les ingénieurs que les pourvoyeurs de matières premières et les constructeurs eux-mêmes, dont les capacités sont bien sûr limitées. Mais les organismes de direction, et parfois pour des raisons objectives, loin d'accroître autant le potentiel des entreprises de construction, n'ont même pas eu le souci d'étayer les nouveaux programmes de travail sur des ressources adéquates. Tout cela a conduit à une désorganisation des projets de constructions et souvent à un effondrement des plans. Ainsi, l'Institut "Hydroprojet Sergueï Jouk" n'a pas fourni à temps la documentation du programme de financement budgétaire, ce qui a entraîné l'oubli dans le plan des commandes du béton armé et des charpentes métalliques nécessaires. La plupart de ces matériels ne furent commandés qu'au quatrième trimestre, ce qui entraîna une grande irrégularité dans le travail d'assemblage. Et il y eut

encore une autre conséquence : c'est l'absence de rythme de travail des simples brigades d'ouvriers. Ce ne fut qu'en octobre-novembre que les constructions eurent besoin des structures de montage, mais les petites unités n'étaient déjà plus en mesure de digérer le volume de travail demandé. La mauvaise qualité du programme de financement budgétaire, comme il arrive hélas bien souvent, a exigé une dépense de travail supplémentaire, et a plusieurs fois rendu nécessaire la destruction de ce qui avait été construit pour reconstruire ensuite, tout cela demandant de grands efforts tant matériels que moraux.

La désorganisation n'a pas seulement affaibli la discipline, mais aussi le sens de la responsabilité globale de chaque individu. L'incapacité et même la mauvaise volonté manifestées par la direction de l'ingénierie et de la technique pour organiser le travail des brigades, ont fini par entraîner l'effondrement des normes de réalisation. On a commencé à enregistrer une certaine « fatigue », une certaine usure des équipements, des machines et des mécanismes, des pénuries d'instruments de mesure, etc... En un mot, tous les défauts du processus de construction, qui sont malheureusement typiques, apparaissent dans leur évidence et sous des formes extrêmes. Cette période coïncide avec le début de la réforme économique qui, comme on le sait bien, requiert avant tout un rajeunissement de l'esprit humain. Et ce n'est pas dévoiler un secret que de dire que ce processus prendra du temps. Mais la vie elle-même nous pousse en avant.

Le retard accumulé en 1985 a compliqué la tâche de l'année suivante : gagner près de 120 millions de roubles sur la mise en marche du complexe (sur le TMC). Or le meilleur chiffre d'économies réalisées lors des TMC se situe un peu au-dessus de 70 millions de roubles. Grosse différence, on le voit.

A l'heure actuelle, à vrai dire, on a mis en place tout un train de mesures afin de normaliser la situation, mais trop de temps est déjà passé. Comme est déjà passé le bon entrain du collectif, pourtant si efficace non seulement pour reconstituer des réserves de force, mais aussi pour trouver l'issue du problème. Pourtant, l'honneur du collectif appartient à celui-ci même. Mais on est loin d'avoir fait tout ce qui était possible pour que le fait d'atteindre et même de dépasser les objectifs fixés devienne la norme.

Le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS s'est fixé comme objectif une amélioration radicale de la construction de structures d'envergure. Une substantielle rallonge de moyens sera débloquée, les machines seront renouvelées et rendues plus performantes, etc; Tout cela est indispensable pour réformer notre technicité. Mais la même restructuration doit aussi affecter l'industrie du bâtiment, dont les délais trop lents ne font que freiner les progrès scientifiques et techniques de l'économie nationale. « Le ministère de l'Energie de l'URSS a permis pour le onzième plan quinquennal l'arrêt du développement du programme nucléaire, causant ainsi un recours exagéré aux combustibles minéraux. Si l'on considère le poids du combustible dans la balance commerciale du pays et le rôle croissant de l'énergie d'origine nucléaire, un coup de frein de la sorte est maintenant inadmissible » a souligné le président du Conseil des Ministres soviétique N. I. Ryjkov dans son discours. Ces différentes mesures vont toutes dans le même sens, qui est d'insuffler le dynamisme qu'il convient à notre

économie afin de parachever notre programme social. Elles reposent toutes sur la disponibilité de chaque poste de la chaîne de montage de l'édification, sur chaque dirigeant, sur chaque ouvrier. Elles posent aussi la question de notre responsabilité collective vis-à-vis de l'avenir : qu' allons-nous léguer aux nouvelles générations ?

Il convient de s'arrêter plus longuement sur l'un des postes de la chaîne de l'édification socialiste. « Les systèmes d'approvisionnement matériel et technique exigent de sérieuses mises au point, a noté le secrétaire général du CC du PCUS M. S. Gorbatchev lors de son discours politique. Ils doivent se transformer en un mécanisme économique souple permettant à l'économie nationale de fonctionner de manière stable et régulière. La tâche principale des organes d'approvisionnement d'Etat est de collaborer activement à l'établissement sur des principes contractuels de liens durables entre producteurs et utilisateurs et au renforcement de la discipline pour tout ce qui concerne les fournitures de biens et d'équipements ».

L'élaboration et la distribution du béton armé, dans les structures du ministère de l'Energie de l'URSS, sont du ressort de l'organisation "Soïouzenergoboudprom". La direction de la construction de la centrale de Tchernobyl a conclu un contrat « expérimental » avec le groupe "Energoboukdokomplektatsia". Mais qu'est-ce qu'un contrat « experimental »?

Autrefois, les contrats étaient signés entre clients et fabriques situés en différents endroits du pays, ce qui compliquait le mode de paiement des contractants ainsi que les éventuels contacts entre les deux parties, surtout lorsqu'elles avaient conclu un marché d'échange mutuel de fournitures. Aujourd'hui, la direction planificatrice mentionnée plus haut opère comme une usine « centralisée » qui reçoit et distribue les commandes et paie les entreprises sous-traitantes quand la marchandise est prête. Le client n'a de rapports directs qu'avec la direction d'"Energoboukdokomplektatsia" et n'a à payer son partenaire qu'après la fourniture de la centrale terminée. Comme on le voit, un accord de ce genre arrange tout le monde, car il libère le client de toute contrainte superflue et garantit aux fabricants l'assurance d'être payés à l'heure. Mais, par contre, aucun document, dans le cadre de ce contrat expérimental, n'a jamais indiqué de façon méthodique la destination des commandes. Quant au technicien qui reçoit la commande, il ne sait même pas quel complexe en a fait la demande. Pourtant, la solution ne serait pas bien compliquée : il suffirait d'adjoindre aux commandes et aux marchandises une documentation précisant quel en est l'objet. Cela ne demande pas le moindre effort ni la moindre dépense supplémentaire, mais personne ne s'y est encore jamais résolu...

Mais il y a encore un autre « mais », beaucoup plus grave. Par suite de l'indélicatesse d'un fabricant qui ne sait pas pour qui il produit, le client n'est nullement à l'abri des défauts de construction, des commandes non complètement honorées et des ruptures d'approvisionnement. Ainsi, en 1985, 45 000 m<sup>3</sup> de béton armé précontraint ont été commandés, mais 3200 m<sup>3</sup> ne sont jamais arrivés, et sur les 42.000 m<sup>3</sup> restant 6.000 m<sup>3</sup> étaient de mauvaise qualité. A la fin de l'année, plusieurs points du contrat n'étaient toujours pas honorés.

Quels effets provoquent ces manques sur la construction ? D'abord, l'accumulation de matériau hors-norme. On a le béton, mais on ne peut pas le monter. Les collectifs cessent le travail, les délais sont dépassés. Ensuite, les effets que produit toute accumulation anormale de marchandise que l'on ne peut pas décharger (il faut attendre la fourniture totale pour ne pas encombrer le chantier avec des pièces inutiles), c'est-à-dire un surnombre de wagons sur les voies de garage, la construction hâtive de hangars, des transferts incessants. Les services techniques de la direction de la construction de la centrale parviennent à dépasser sensiblement les normes (16.048 tonnes de plus en 1985); mais il est impossible de mentionner un travail vraiment fructueux. Enfin, un approvisionnement défectueux est synonyme de désorganisation de la production, de journées de travail perdues, de mécontentement des individus.

Je ne cherche pas à me poser en professeur, et je sais très bien que les fabricants ont également leurs problèmes d'approvisionnement. Je trouve pourtant anormale la position qui consiste à rompre systématiquement les liens contractés. Ainsi, l'entreprise "Dniproenergobouprom" a oublié l'an passé 800 m<sup>3</sup> de matériau de construction, l'usine de Doubrovo de "Pivnitshenergobouprom" s'est déjugée pour plus de 150 m<sup>3</sup> de dalles de ciment et autres revêtements de sol que "Lvivenergobouprom" n'a pas envoyés.

Les fournisseurs de constructions métalliques — (2.358 tonnes), l'usine de la Volga (1000 tonnes), l'usine "Pivnitshno-Kavkazski" (326 t.), l'usine "Kourakhovski" (172 t.), du Donets (202 t.)... ont également oublié Tchernobyl. Et ce qu'ils envoyaient était le plus souvent défectueux. Ainsi, 326 tonnes de couverture destinées à noyer les déchets nucléaires sont arrivées de l'usine de la Volga avec de graves défauts. Combien de fois la même usine a-t-elle laissé passer des erreurs après avoir vérifié sa production dans ses propres salles de contrôle. L'usine de montage "Kachirski" est responsable, elle, d'environ 220 tonnes de marchandise inutilisable.

L'inspection technique, qui contrôle la qualité des fournitures et du travail à la centrale rédige rapport sur rapport, où elle indique les appréciations qu'elle porte sur la qualité des constructions. Car un seul défaut se paiera très cher, se paiera pendant des dizaines d'années.

Quand j'énumère ces faits, je souhaite particulièrement attirer l'attention des lecteurs sur le caractère inadmissible des défauts dans la construction de centrales nucléaires, ainsi que de toute source d'énergie en général, où chaque détail de la construction doit satisfaire à certaines normes. Chaque m<sup>3</sup> de béton armé doit être d'une qualité et d'une sûreté garanties. La conscience doit être la lumière qui guide toute personne qui participe à l'industrie énergétique. Je suis convaincu que toute personne qui possède une conscience ne permettra pas de défauts de fabrications, car ce serait dégradant pour cette personne elle-même.

Il est déshonorant et offensant pour un travailleur d'avoir à revenir sur les défauts des autres. C'est faire le travail de quelqu'un qui vous a méprisé. Combien les constructeurs ont-ils dû se contenir, de combien d'ingéniosité ont-ils dû faire preuve, de force, de solidité nerveuse, pour mener à bien une tâche aussi ingrate !

Au nombre des entreprises les plus indélicates, il faut citer l'unité du Dniepr de "Soiouzatomenergoboudprom", principal fournisseur de béton armé précontraint de Tchernobyl. Sur les 11.500 m<sup>3</sup> reçus l'an dernier, 10.300 m<sup>3</sup> présentaient des malfaçons, dont à peu près un millier pour le coeur de la centrale. Mais, surtout, le début de cette année n'a pas vu d'amélioration, puisque, pour janvier-février de cette année, seulement 500 m<sup>3</sup> ont été fournis. Tout cela s'ajoute aux manques des années précédentes, soit 3.200 m<sup>3</sup>. "Soiouzenergoboudprom", quant à elle, est redevable, pour ces deux mois, de 2.000 m<sup>3</sup>, plus 5.000 m<sup>3</sup> sur les 12.300 commandés l'année dernière.

On relève le même situation dans la construction métallique. Dans ce domaine, les défauts s'élèvent à 2.436 tonnes, réparties entre l'usine de Kiev de constructions expérimentales (744 tonnes), la fameuse usine de la Volga (698 tonnes), l'usine Kourakhovski (477 tonnes), l'usine du Donets (182 tonnes).

La construction du foyer socio-culturel et des logements du personnel revenait à l'usine ZZBK de Novovoronej. Sur 530 m<sup>3</sup> de béton, 380 n'ont jamais été fournis : plus de la moitié !

Travailler dans ces conditions est impossible ! Dans une société socialiste, la valorisation du travail doit être le principal moyen d'atteindre les meilleurs résultats finaux. La communication entre les différents maillons de la chaîne suppose une responsabilité commune devant les résultats du travail. Nous dirons franchement que pour le moment, ces résultats se font attendre. Pourtant, une bonne part des objectifs du douzième plan quinquennal dépend de l'énergie qui sera produite par le 5<sup>ème</sup> réacteur de Tchernobyl. La mise en service en temps utile de celui-ci n'est pas l'affaire privée du collectif des constructeurs de la centrale de Tchernobyl : c'est l'affaire de tous. Car elle est le symbole et la condition de toute notre activité, de notre initiative, de notre indépendance, de notre conscience, de notre intérêt pour tout ce qui se fait dans notre pays.

Lioubov KOVALEVSKA

Pripiat

*in* Literatourna Oukraïna, 27.3.1986

traduit de l'ukrainien par Régis Gayraud

# DECLARATION DE LA COMMISSION PROVISOIRE DE COORDINATION DU

N.S.Z.Z. **Solidarność**

## A PROPOS DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

L'annonce de l'explosion qui s'est produite dans la centrale atomique de Tchernobyl a provoqué en Pologne la sensation d'une menace effroyable, d'autant plus effroyable que cette information n'a été divulguée qu'une fois que le nuage radioactif eut survolé notre pays et qu'une augmentation de la radioactivité eut été relevée en Suède.

La manière dont ont été communiqués les renseignements concernant le degré de contamination radioactive est, elle aussi, inadmissible. Dans le déluge de chiffres et de termes scientifiques, il manquait les données les plus élémentaires : à tel endroit, à tel moment, quels étaient les chiffres de radioactivité. On n'a jamais donné la moindre recommandation d'urgence claire et nette concernant les mesures de défense, particulièrement en ce qui concerne les enfants et les jeunes. Alors que le porte-parole du gouvernement ne cesse de mentir effrontément sur tant de questions, on ne pouvait accorder la moindre confiance à des informations gouvernementales que personne n'avait vérifiées. L'aspect international de ces événements, qui démontre l'état d'assujettissement dans lequel se trouve le gouvernement polonais et toute la Pologne par rapport à l'URSS, est une pilule bien amère à avaler. Les accusations portées dans ces conditions par le gouvernement de la RPP contre les radios polonaises de l'Ouest, jouent le rôle de rideau de fumée servant à occulter le fait que c'est justement grâce aux bulletins d'information diffusés par celles-ci que la société polonaise a eu connaissance de l'explosion de Tchernobyl et du danger qu'elle représente. Les attaques portées contre elles sont la réponse vengeresse du gouvernement à la transgression du monopole de l'information.

L'explosion de Tchernobyl a attiré l'attention sur les questions de la sauvegarde de l'environnement. Jamais encore il n'était aussi clairement apparu combien ces questions sont liées aux problèmes de la liberté d'organisation et de la liberté d'information. Jusqu'en août 1980, toutes les données concernant la pollution étaient rigoureusement mises à l'index par la censure. Les grèves ouvrières ont apporté quelques changements. La presse s'est fait l'écho d'informations tues jusqu'alors, des centres écologistes indépendants sont apparus. S'appuyant sur le mouvement syndicaliste, et avant tout sur le NSZZ Solidarność, ils ont entrepris d'agir pour une amélioration de la situation écologique. Mais aujourd'hui, le mouvement écologiste, privé du soutien des syndicats indépendants, privé de la possibilité de s'adresser à l'opinion publique, a peu d'influence sur les décisions gouvernementales et n'a pratiquement pas la possibilité de réduire l'action destructrice de l'industrie.

Des spécialistes de l'environnement parviennent parfois à placer dans la presse officielle des données concernant la détérioration du milieu ambiant. A partir de ces publications, d'articles et de remarques glanées dans la presse libre, un tableau effroyable se dessine devant nous. Pour la pollution de l'air, la Pologne s'est hissée à la première place mondiale. Le seuil admissible de pollution des forêts a été franchi. Le rejet dans l'atmosphère de particules toxiques, de gaz et de substances chimiques dépasse de beaucoup les normes tolérées. Les réserves d'eau pure diminuent, les rivières et les lacs sont chargés de composés de chlore, de soufre, de métaux lourds. Seulement 1% des eaux du pays entre dans la première classe de pureté (contre 5% il y a cinq ans), 49% de toute l'étendue des cours d'eau sont hors de toute classification. La terre elle-même est contaminée. De nombreux produits de l'agriculture ne répondent pas aux normes sanitaires. Il est dès à présent impossible de cultiver la terre ou de faire de l'élevage dans le bassin du cuivre. Dans un proche avenir, la même pollution envahira tout le territoire de la voïvodie de Katowice. Les investissements irréflechis dans l'industrie entraînent la pollution des derniers territoires encore préservés. Plus de 35% de la population polonaise vit dans des régions où la quantité de substances toxiques dépasse les seuils admissibles. Aucun moyen n'est prévu pour filtrer les eaux de source ni pour construire des stations d'épuration. Les condamnations prononcées contre les pollueurs sont étonnamment faibles, surtout si l'on considère que nous vivons dans le pays d'Europe qui comporte la plus grande proportion d'individus sous le coup d'une condamnation. Tous les habitants de la Pologne paient de leur santé pour des indices de production. Les gens sont systématiquement empoisonnés dans la rue, au travail, chez eux ou en vacances. La centrale nucléaire en cours de construction à Rzarowce repose sur la technologie soviétique. Nous ne savons pas quelles y sont les mesures de sécurité en vigueur, de même que nous ne savons pas si une catastrophe aux conséquences imprévisibles n'est pas en train de nous menacer.

La situation tragique de l'environnement en Pologne est le résultat d'un forçage doctrinal du développement de l'industrie lourde et de l'extraction des matières premières. C'est également de la doctrine que découle l'aspiration des pouvoirs à liquider toute organisation sociale indépendante et à s'assurer le monopole de l'information. Une amélioration ne peut avoir lieu que comme résultat de transformations radicales dans le système politico-économique. Seules la pression organisée et l'activité sociale, se manifestant dans la création d'instituts indépendants, pourront forcer les pouvoirs à renoncer à leur politique actuelle.

13 mai 1986

LA COMMISSION PROVISOIRE DE COORDINATION

DU NSZZ

**SOLIDARNOSĆ**

Zbigniew Bujak (région de Mazovie)

Jan Andrzej Gurny (région de Silésie-Dombrovie)

Marek Muszynski (région de Basse-Silésie)

et des représentants des régions de Gdansk et de Petite-Pologne

traduit par R. G.

## COMMUNIQUE DU COMITE CENTRAL DES ORGANISATIONS UKRAINIENNES EN FRANCE

*Le communiqué que nous publions ci-dessous dans son intégralité a été envoyé dès sa parution à tous les journaux français. Malgré le ton et le contenu très modérés de cet appel, dont les auteurs croient encore qu'on peut s'adresser à un gouvernement et à un parlement pour défendre un peuple, la presse la plus lâche du monde, occupée alors à entretenir le mensonge d'Etat sur l'irradiation qui affectait la France, ne pouvait sans doute concevoir que des Ukrainiens exigent la vérité de l'information sur la catastrophe frappant leur propre pays ? Aucune mention de l'appel ne fut faite, aucune ligne n'en fut publiée.*

### APPEL A L'AIDE AUX SINISTRES DE TCHERNOBYL

La catastrophe qui s'est produite à la centrale nucléaire de Tchornobyl a fait de nombreuses victimes parmi les populations en Ukraine et en Biélorussie. Il y a tout lieu de s'attendre à ce que le nombre des victimes continue à s'accroître.

Les raisons principales de la catastrophe sont le bas niveau de la technologie soviétique et de la qualité du travail, la centralisation excessive du système soviétique et la dépossession d'autorité du gouvernement de la RSS de l'Ukraine, l'irresponsabilité générale des pouvoirs soviétiques devant la population, l'absence du contrôle démocratique de l'activité gouvernementale, l'absence de l'information.

Une des menaces essentielles de la catastrophe de Tchornobyl consiste dans le fait que cette centrale nucléaire est située sur les bords du réservoir d'eau de Kiev qui s'étend de Tchornobyl à Kiev (sur le Dniepr). Ainsi Kiev, la capitale de l'Ukraine (2,5 millions d'habitants), est directement menacée.

Les premières déclarations du gouvernement soviétique confirment que le pouvoir fait tout pour que la population de l'Ukraine et les peuples étrangers ne disposent pas d'informations précises sur la situation réelle. L'absence d'informations précises sur la catastrophe chez les gouvernements occidentaux et chez les populations de l'Ukraine et de la Biélorussie amplifie les conséquences possibles de la catastrophe et freine la maîtrise de ses suites. Le système étatique de désinformation et du secret est l'obstacle principal pour stopper la catastrophe et ses effets.

C'est pourquoi nous, les Ukrainiens en France, en appelons au peuple français, au Gouvernement et au Parlement de la France de venir en aide au peuple ukrainien dépossédé de ses droits :

- de transmettre systématiquement en Ukraine l'information réelle sur la catastrophe et ses suites;
- d'exiger des gouvernements de l'URSS, de la RSS de l'Ukraine et de la RSS de la Biélorussie d'informer d'une manière véridique le monde sur l'évolution des faits en relation avec la catastrophe;
- d'obtenir que ces gouvernements admettent a Tchornobyl, à Kiev et en d'autres régions menacées des commissions internationales d'experts, des médecins, des biologistes qui pourraient secourir la population et aider les autorités soviétiques à maîtriser la catastrophe et ses suites;
- de demander l'admission des correspondants occidentaux dans les régions menacées.

Le niveau insuffisant des services médicaux et sanitaires soviétiques nécessite l'envoi de l'Occident en Ukraine des médecins pour secourir les gens devant le danger d'irradiation.

La diaspora ukrainienne dans le monde libre est prête à venir en aide à son peuple en URSS matériellement et techniquement. Nous demandons qu'on nous soutienne dans ce droit à l'aide.

La tragédie de Tchornobyl soulève une fois de plus devant le monde le problème ukrainien en URSS. L'Ukraine est membre de l'ONU. Nous demandons que tous les Etats occidentaux établissent des ambassades et des consulats en Ukraine : cela permettrait mieux au peuple ukrainien de défendre ses droits.

Paris, le 2 mai 1986

Y. Musianowycz  
Président du Comité  
Central des Organisations  
Ukrainiennes en France

L. Pliouchtch  
Membre de la représentation  
Extérieure du Groupe Ukrainien  
Helsinki de Kiev

## PROCES DE BELGRADE



Ceux qui lisent l'italien pourront trouver des informations complémentaires dans le livre : *A bocca chiusa, cronaca e documenti del processo contro i dissidenti di sinistra in Jugoslavia (Belgrado 1984-85)* coédité par le centre d'études libertaires de Trieste et le centre d'études sur les garanties constitutionnelles ("GARCOS") de Milan.

On peut se le procurer :

en librairie : Publico, 145 rue Amelot, Paris 11° (prix 35F)

en écrivant à *Iztok* ou au Centro Studi Libertari (via Mazzini 11 - Trieste - Italie).

## EN MEMOIRE DE VLADIMIR LITVINOV

Il y a plus d'un an déjà, mourait prématurément Vladimir Nikolaïevitch Litvinov, savant talentueux et courageux, historien, sociologue et publiciste, dont les capacités hors du commun n'avaient hélas pas pu s'épanouir à leur pleine mesure dans les conditions désastreuses pour tout scientifique non-orthodoxe qui régnaient et continuent de régner en URSS.

V.N. Litvinov est né à Saratov le 30 septembre 1930. Son père était vétérinaire attaché aux unités de cavalerie, alors considérées comme le fer de lance de l'Armée Rouge. En 1937, Nikolaï Mikhaïlovitch Litvinov fut arrêté à Minsk. Certains régiments de cavalerie avaient été ravagés par une épizootie responsable de la mort d'un grand nombre de chevaux, et le père de Vladimir Litvinov fut accusé de trahison. Il parvint à survivre à toutes les épreuves des camps staliniens et fut réhabilité après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Mais, Nikolaï Mikhaïlovitch Litvinov ne survécut que quelques années à sa réhabilitation. La mère de Litvinov, Nina Mikhaïlovna, avait reçu une formation musicale en même temps qu'elle poursuivait des études de médecine. Elle avait une belle voix, mais après l'arrestation de son mari, ne pouvant plus se produire sur scène, elle travailla jusqu'à la fin de ses jours comme infirmière à Saratov.

V.N. Litvinov était invalide. A l'âge de dix ans, par suite d'un accident malheureux, on dut l'amputer. Il passa plusieurs années dans les hôpitaux, et ce n'est qu'en 1951 qu'il put terminer l'Ecole de la Jeunesse Ouvrière (cours du soir pour adultes). Il ne trouva pas sa voie toute de suite. Il commença par étudier à la Faculté de Droit de l'Université de Saratov où il fut un excellent élément. Mais, il abandonna brusquement la jurisprudence pour entrer à l'Institut des Bibliothécaires de Leningrad, qu'il quitta également bientôt. V. Litvinov s'inscrivit en 1955 à la Faculté d'Histoire de l'Université de Saratov jusqu'en 1960. De cette époque datent ses premiers travaux scientifiques. Son mémoire de maîtrise intitulé *Le rôle de G.V. Plekhanov dans la lutte du POSDR contre l'empirionisme de A. Bogdanov*, était hautement prisé par l'académicien A.M. Deborine. Sous la recommandation de celui-ci, Litvinov rédigea quelques petits articles pour le 1<sup>er</sup> tome de l'Encyclopédie Philosophique (Moscou, 1960). Il sortit de l'Université avec un Diplôme d'Excellence. Son mémoire traitait de l'évolution des opinions politiques et sociales de G. Plekhanov. Après l'Université, Litvinov fut pendant deux ans professeur d'histoire et directeur d'école à Generalskoe, village situé dans le district de Saratov, mais fut accepté en 1962 pour préparer une thèse de doctorat à l'Université de cette ville. Sa thèse, terminée en 1965, avait pour titre *La Question de la succession théorique*

*dans le passage entre les étapes servile et prolétaire du mouvement de libération en Russie.* C'était un travail original; c'est justement pourquoi il dut longtemps attendre sans pouvoir le soutenir à Saratov. Il fut quelque temps professeur d'enseignement secondaire dans la ville de Rybinsk puis devint chef du secteur sociologique d'une usine de sa ville natale. En 1968, après son mariage, Litvinov emménagea à Moscou, où il fut embauché comme sociologue auprès d'un Institut de Recherches Scientifiques. Il parvint à soutenir sa thèse à l'Université de Moscou et obtint le grade de candidat en sciences philosophiques. Litvinov publia plusieurs articles consacrés à des problèmes de sociologie appliquée, et le laboratoire qu'il dirigeait mena d'intéressants travaux dont des revues, tant populaires que scientifiques, se firent parfois l'écho. Pourtant, l'aggravation de son état de santé, sans en être la seule raison, força V. Litvinov à renoncer au service de l'Etat et à ne vivre que d'une petite pension d'invalidité. Homme de fougue et de passion, il décida en 1976, et ce de manière tout à fait inattendue même pour son entourage, de consacrer le reste de sa vie à l'étude et à la réhabilitation de N.I. Makhno et de son mouvement.

Litvinov avait déjà étudié les questions de l'apparition de l'idéologie et du mouvement anarchiste en Russie, et tenait en grande estime, avec leurs oeuvres, les personnalités de Bakounine et Kropotkine. En approfondissant sa connaissance historique de l'anarchisme russe, Litvinov ne pouvait évidemment pas passer à côté d'une figure aussi significative que celle de N.I. Makhno. Les premières notes sur celui-ci apparaissaient dans les papiers de Litvinov en 1973. Les années suivantes, Litvinov entreprit une tâche immense, revoyant une quantité de documents du TSGAOR (Archives Centrales d'Etat de la Révolution d'Octobre), lisant toute la littérature disponible dans laquelle le nom de Makhno apparaissait, étudia les journaux de 1918 à 1922. Pour mieux comprendre les événements qu'il décrivait, Litvinov, à partir de 1975, fit six voyages à Goulaï-Polié et y rencontra des personnes qui se souvenaient encore de Makhno, ou qui l'avaient même rencontré. Litvinov retrouva quelques parents de Makhno et entreprit de classer la correspondance du révolutionnaire avec sa femme, décédée en 1980 à Chevtchenko. Il réussit à retrouver les enfants de plusieurs acteurs de premier plan du mouvement makhnoviste, comme le fils du chef de son Etat-Major, V.V. Belach. Le musée Régional de Goulaï-Polié conserve les Mémoires de V. Antoni, qui, au début du siècle, avait introduit N. Makhno dans le mouvement anarchiste. A la fin des années 70 Litvinov avait achevé la première version de son ouvrage sur Makhno. Il comprenait qu'il ne pourrait jamais éditer son travail en URSS, mais le plus offensant pour lui était de remarquer qu'il n'y avait pas à Moscou un seul historien, écrivain ou publiciste capable d'accepter ne serait-ce que de lire un manuscrit sur ce sujet, et que l'on commençait à regarder l'auteur d'un livre sur Makhno comme un être qui n'avait pas toute sa raison. La personnalité de Makhno est devenue chez nous à tel point odieuse, et la propagande a si bien fixé dans les consciences l'image univoque d'un Makhno bandit et organisateur de *pogroms*, que les moindres avis positifs sur lui, ou la moindre recherche objective sur la « Makhnovchtchina », sont perçus comme notoirement mensongers. Litvinov souffrit beaucoup de savoir l'inutilité du travail qu'il avait produit.

Je fus vraisemblablement le premier historien à lire attentivement l'ouvrage de Litvinov, et discutai avec son auteur de ses qualités et de ses défauts. Je conseillai à Vladimir Nikolaïevitch d'en extraire des articles pour publication, ainsi que le plus de documents intéressants. En outre, je proposai à Litvinov de nouveaux thèmes de réflexion et il accomplit pour moi plusieurs traductions de l'anglais, qu'il avait étudié en autodidacte avec son habituel sérieux. Nous convînmes que ce travail pourrait lui être rétribué, ce qui améliora la situation matérielle de Litvinov. Il eut ainsi un stimulant pour poursuivre ses recherches sur Makhno, et ses premières publications, dans des revues de l'émigration russe ainsi que dans la revue *Iztok*, lui procurèrent une joie extraordinaire. Mais, sa terrible maladie ne lui permit point de faire beaucoup plus. Litvinov mourut le 18 janvier 1985 du cancer des poumons. Peu avant de mourir, il disait parfois : « Informez de ma maladie mes amis anarchistes d'Europe. Ils m'enverront les médicaments nécessaires ». Mais, il n'était déjà plus possible de le sauver, l'effrayante maladie envahissait le cerveau, et Litvinov ne resta que deux mois à l'hôpital. Il avait peu d'amis, mais ceux qui le connaissaient bien se rappelleront toujours cet homme chaleureux, courageux et bon.

Roy Medvedev

traduction : R. Gayraud

- *Bibliographie :*

Nestor Makhno et la question juive a été publié :

- en russe, en samizdat, à Moscou en juin 82
- en français, dans la collection Volonté Anarchiste, n° 24  
Editions du Groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste  
34, rue de Fresnes - 92160 Antony
- en italien, dans la revue A. Rivista Anarchica  
Editrice A., Cas. Post. 17120 - 20170 Milano, Italie

---

---

*Pour toute  
correspondance :  
IZTOK — B.P. 161-09  
75422 Paris Cedex 09*

---

---

## POLOGNE : LA JEUNESSE DECHAINÉE

Nous avons, dans notre précédente livraison, donné de larges extraits d'un numéro de *Homek*, revue libertaire paraissant à Gdansk. La diffusion croissante des idées anti-autoritaires, visant à la fois l'Etat, le Parti et l'Eglise, au sein de la jeunesse, ne manque pas d'éveiller l'intérêt des membres de *Solidarnosc* et notamment de ceux qui s'expriment dans la presse clandestine.

On pouvait lire, dans le n° 154 de *Tygodnik Mazowsze* daté du 16 janvier 1986, l'interview d'un militant de *Solidarité* de Wroclaw faisant le point sur les courants radicaux qui parcourent la jeune génération : punks, dont l'anticonformisme vestimentaire, loin d'être une mode, exprime une révolte authentique chèrement payée : « il suffit que les flics les voient pour qu'ils les entraînent sous une porte cochère et les tabassent. Je connais des jeunes qui passent 48 heures au trou au moins une fois par mois » ; objecteurs de conscience du groupe Paix et Liberté ; groupes de lycéens parmi lesquels se distingue la Fédération de la Jeunesse Combattante à Varsovie, Gdansk, Wroclaw, Nowa Huta, Gorzow ; et enfin le Mouvement pour une Société Alternative (RSA) constitué l'année dernière à Gdansk autour de la revue *Homek* : « Il s'est beaucoup fait remarquer à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1985 : plusieurs centaines d'iroquois aux cheveux roses ou verts vêtus de blousons noirs avec des lunettes bleu ciel, c'était un sacré spectacle. Ils portaient de grandes banderoles noires avec l'inscription rouge sang « Solidarité poursuit le combat ». Ils s'exhibent comme les punks et arborent à la fois des éléments empruntés à Solidarité et le noir des anarchistes. ». Le même militant de Wroclaw rapporte la détermination de ces camarades lorsqu'il s'agit d'en découdre avec les Zomos et il ajoute : « ils s'identifient à la résistance contre les rouges qu'ils détestent viscéralement. Mais en même temps ils sont très critiques à l'égard des grandes figures de Solidarité ; ce sont des "vioques" pour eux, des "has been". Tout ce qui se passe dans les églises, ces réunions, ces chants, ces V de victoire, c'est du cirque pour eux. Ils pensent qu'ils sauront faire mieux, qu'ils ne seront pas mous comme nous le sommes à leurs yeux... Ils sont très actifs, ils parcourent toute la Pologne, nouent des contacts et diffusent leur revue *Homek*. Ils sont très liés aux gars de Nowa Huta, les jeunes sidérurgistes appartenant à la même génération. J'ai vu deux publications de Nowa Huta qui ont reproduit intégralement la déclaration de principe du Mouvement pour une Société Alternative, un reportage sur lui, un compte-rendu de son action de rue et l'interview d'un de ses membres. »

C'est au tour de *Tygodnik Mazowsze* lui-même de donner des extraits de la revue des libertaires de Gdansk dans un article intitulé « Aimerons-nous *Homek* ? », paru dans le n° 157 du 5-6 février 1986. Voici par exemple l'analyse que font nos camarades des manifestations pour l'anniversaire du 13 décembre : « Après un premier mouvement de troupe des Zomos (il

serait difficile de parler d'attaque) la plupart des gens ont reculé. Pour eux la participation à la messe représentait le summum du courage. Ils se sont défoulés patriotiquement, en raffermissant leur cœur et en endormant leur conscience... Le curé a appelé à rentrer joyeusement chez soi, à ne pas tomber dans les provocations, à rester vigilant (ça ne vous rappelle rien?). Pour ma part, je suis optimiste, puisque je crois que nous avons touché le fond et que l'on ne peut descendre plus bas. J'espère que c'est moi qui ai raison, non le pessimiste, pour qui c'est déjà bien puisque mieux c'est impossible. ». On relève dans la même série d'extraits une critique sans concession du scoutisme, qui à l'instar du mouvement concurrent des Pionniers « n'est rien d'autre que la militarisation de la jeunesse, une tentative d'uniformisation et de nivellement ».

Le chroniqueur de *Tygodnik Mazowsze* conclut : « On ne trouve pas dans *Homek* les déclarations de la TKK, ni des descriptions de notre martyrologie nationale. Le journal s'adresse aux jeunes, appelle à la pratique et pousse aux actions concrètes. Avec la devise : « pas de vie sans risque ».

\*\*\*\*\*

Selon des informations recueillies par *Iztok* en septembre, *Homek* serait maintenant une revue mensuelle alors qu'au début elle paraissait tout les 15 jours. Le mouvement aurait perdu un peu de la dynamique qui l'animait en 84-85 lorsqu'il se fit remarquer au cours des manifestations du 1<sup>er</sup> mai et du 13 octobre, mais aussi à chaque rassemblement de foule de quelque importance permettant de venir scander des slogans ou de lancer des tracts : lors des matchs de football de l'équipe Lechia, lors des concerts de rock (et particulièrement au « Woodstock polonais », festival de rock alternatif à Jarocznyn), et même lors du départ des pèlerins pour Czestochowa.

Aujourd'hui, RSA se consacre surtout à la lutte contre le service militaire, lutte qui compte aujourd'hui en Pologne de nombreux adeptes, certains revendiquant le droit de faire un service civil, d'autres refusant toute forme de service. Le cas le plus connu est celui de Wojciech Jankowski de Gdansk, enseignant âgé de 22 ans, qui a refusé, et de faire son service, et d'être déclaré inapte; il a été arrêté en 85 et condamné à 3 ans et demi de prison. Il vient d'être libéré mais pas à la faveur de l'« Amnistie générale », le porte-parole du gouvernement ayant déclaré que cela ne concernait pas les objecteurs de conscience. Wojcich Jankowski avait entamé une grève de la faim illimitée et une manifestation fut même organisée à Wroclaw par "Liberté et paix" pour demander sa libération et celle de Jaroslaw Nakielski. Ce dernier est toujours en prison de même que Ryszard Bonowski et 3 objecteurs de Gdansk, dont Andrzej Miszk (sans oublier les 800 objecteurs religieux, témoins de Jéhovah).

Pour ce qui est des publications, RSA en a lancé une nouvelle cet été : *Szweyk* (« le brave soldat Schveyk ») publication pacifiste et antimilitariste portant en exergue la phrase suivante : « un bon soldat est un soldat qui pense le moins possible ». D'autre part, nous avons appris l'existence de la revue *Zero* à Wroclaw qui ressemblerait beaucoup à *Homek*, seulement *Zero* est plus épaisse et paraît tous les 3-4 mois.

## APPEL A L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS EST-EST

*Le document ci-dessous est extrait du n° 1 de ABC Les cahiers du pacifisme : La paix froide et autres questions brûlantes publié à Ljubljana cet automne 1986. Il s'agit d'un recueil de textes, articles, pétitions retraçant l'histoire du jeune mouvement pacifiste indépendant de Slovénie, sur lequel nous reviendrons plus amplement dans un autre numéro. L'appel ci-dessous concerne tous les pays de l'Est; il témoigne d'une prise de conscience assez récente : celle de la nécessité d'une coopération Est-Est.*

Entre les activités indépendantes, non-gouvernementales, dans les différents pays de l'Est, il n'y a pour ainsi dire aucun lien — contrairement aux relations relativement intenses qui existent entre l'Est et l'Ouest.

Les hommes, lorsqu'ils travaillent seuls, chacun pour soi, ont beaucoup de difficultés pour se comprendre, et ceci est également vrai pour nos pays.

Dans la plupart des cas, jusqu'ici, ce que nous arrivions seulement à réaliser dans notre Europe socialiste, était l'établissement de contacts Est-Est sur la base de relations personnelles, en profitant des diverses possibilités de voyages qui peuvent se présenter, mais nous réfléchissons aujourd'hui à d'autres formes de coopération efficace d'une portée plus grande (telles que des déclarations communes, des rencontres internationales, etc...).

Nous pensons que le premier pas, que nous pourrions aisément franchir, consisterait déjà à expliquer les uns aux autres la situation dans nos pays respectifs, et à essayer de comprendre chacun les expériences des autres. Les domaines dans lesquels nous pouvons placer notre action sont ceux des droits de l'homme, du refus du service militaire, de l'écologie, de la condition féminine, de l'analyse économique et de la création artistique; sans oublier bien sûr la question du désarmement.

Un réseau Est-Est permettrait aussi une médiation des expressions de solidarité, et nous donnerait ainsi le courage et la force nécessaires à l'engagement pour la liberté politique, sociale et culturelle dans les pays de l'Est.

Cet appel, bien entendu, n'exclut pas les contacts Est-Ouest, qui au contraire se développeraient encore mieux en nous aidant à établir ces relations Est-Est.

Nous vous demandons de réfléchir à la réalisation concrète de cet appel et de rechercher dans chaque Etat les possibilités spécifiques qui la permettraient.

Ce texte a été écrit et signé en août 86 par des membres individuels des mouvements pacifistes indépendants de Yougoslavie, de RDA et de Pologne.

(traduction IZTOK)

## OU TROUVER IZTOK

Parallèles	47, rue Saint-Honoré	PARIS (1 <sup>er</sup> )
Libella	12, rue Saint-Louis-en-l'Île	(4 <sup>e</sup> )
Polemika	49, rue Gay-Lussac	(5 <sup>e</sup> )
L'Harmattan	46, rue des Ecoles	(5 <sup>e</sup> )
Autrement dit	73, bd Saint-Michel	(6 <sup>e</sup> )
Librairie Espagnole	72, rue de Seine	(6 <sup>e</sup> )
Librairie Polonaise	123, bd Saint-Germain	(6 <sup>e</sup> )
Publico	145, rue Amelot	(11 <sup>e</sup> )
Le Dilettante	11, rue Barrault	(13 <sup>e</sup> )
Kiosque de Belleville	1, rue de Belleville	(19 <sup>e</sup> )
CNT	Bourse du Travail	BORDEAUX
La Taupe	2, quai Amiral Lalande	LE MANS
L'idée Libre	38, rue Jules Guesde	LILLE
La Gryffe	5, rue Sébastien Gryphe	LYON
La Librairie	15, rue des Socurs Noires	MONTPELLIER
CPCL	56, rue Poullain-Duparc	RENNES
BELGIQUE		
Maison de la liberté	32-34, rue de Pologne	BRUXELLES
CANADA		
Alternative	2033, bd Saint-Laurent	MONTREAL
PAYS-BAS		
Het fort van sjakoo	Jodenbreestraat 24	AMSTERDAM
GRANDE-BRETAGNE		
Compendium bookstore	234, Camden High St.	LONDON (NW1)
Houseman's	5, Caledonian Road	(N1)
Freedom Bookshop	Angel Alley, 84b, Whitechapel High St	(E1)
121 Bookshop	121, Railton Road.	(SE24)
ITALIE		
Utopia 1	via Moscova, 52	MILANO
La Calusca	Corso Porta Ticinese, 48	
Germinal	via Mazzini, 11	TRIESTE

---

IZTOK : *B.P. 161-09 — 75422 Paris Cedex 09*  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : *D. Devinck*  
DEPOT LEGAL : *septembre 1985*  
IMPRESSION : *Copedith — 7, rue des Ardennes — 75019 Paris*